

15<sup>e</sup> année - Nouvelle série

**c.m.**  
revue mensuelle

N° 122 - mars 1984

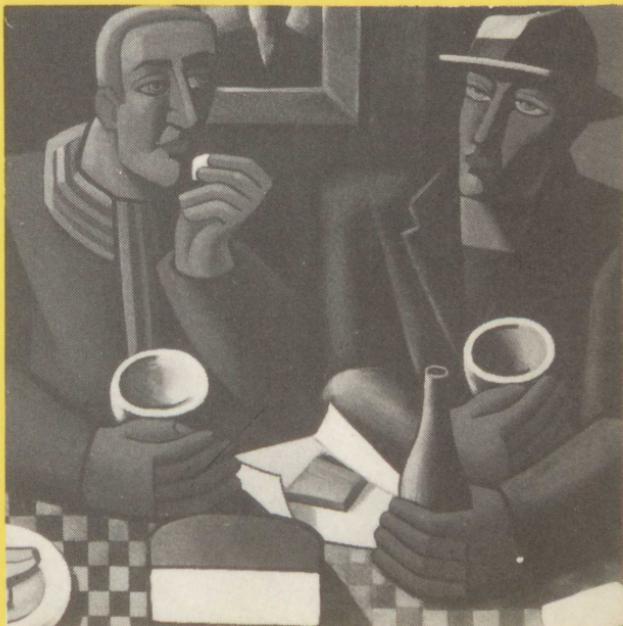
Débat sur  
les droits  
acquis :  
(petite) suite

Le Forum  
des jeunes  
communistes

Néo-libéraux  
et droit de grève

Jean Leroy :  
une révélation  
posthume

Cuba :  
la révolution  
et les  
catholiques



**cahiers  
marxistes**

## Au sommaire

Notre débat sur les droits acquis	p. 1
Le Forum des jeunes communistes	p. 6
Document : Le PCB propose un pacte fédéral démocratique	p. 13
<b>K. Lara</b> Jean Leroy ou la recherche d'un équilibre	p. 17
<b>R. Lewin</b> La révolution cubaine et les catholiques	p. 27
Diagonales : — Un nouveau sigle : IEM	p. 34
— Néo-libéraux et droit de grève	p. 35
Livres : — La production sociale des femmes, par Géry Coomans	p. 38
— Les Wallons et la réforme de l'Etat, par Freddy Joris	p. 39
— Les mercenaires	p. 40
En revue : — Socialisme	p. 42
— Bulletin de la FAR	p. 43
— La Revue nouvelle	p. 44

**L'illustration de la couverture reproduit un fragment des « Mangeurs » de Jean Leroy**

### Comité de patronage :

Edmond Dubrunfaut, Augustin Duchateau, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville.

### Comité de rédaction :

Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Pascal Delwit, J.M. De Waele, Pierre Gillis, Serge Govaert, J.J. Heirwegh, Pierre Joye, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Marc Rayet, Claude Renard, Christian Vander-motten, J.P. Vankeerberghen, Benoit Verhaegen.

**Rédacteur en chef :** Rosine Lewin.

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte.

# Notre débat sur la défense des droits acquis

*Nos lecteurs ont pris connaissance dans la livraison de février des réponses données par Robert Dussart, le Mouvement Ecolo, Pierre Gillis, François Martou, Claude Renard, Willy Thys, Jeanine Wynants et Jacques Yerna à des questions posées par les CM. Questions inquiètes sur la résonance, au sein du mouvement ouvrier lui-même, d'attaques persistantes de la droite, mettant en cause la légitimité de la défense d'acquis sociaux essentiels.*

*Nous indiquions en février que ce débat, élargi en cours de route, restait ouvert.*

*Nous remercions le ministre Busquin et le syndicaliste Faust de nous avoir fait part de leur avis sur nos questions. Nous remercions aussi Urbain Destrée qui nous a promis une très prochaine contribution, ainsi que Alain Vander Biest, Yvon Biefnot et Jean Gayetot qui nous en laissent espérer une.*

## La réponse de **Philippe Busquin** ministre de l'Exécutif régional wallon pour le budget et l'énergie

Vos questions concernant la sécurité sociale, les salaires, niveau de vie et l'emploi me paraissent procéder d'une démarche tendant à mettre en lumière la prise de conscience ou non au niveau des hommes politiques, du phénomène corporatiste des luttes des travailleurs. Je ne crois pas que l'ensemble des luttes sociales procède d'une lutte purement corporatiste. Je ne nie cependant pas ce phénomène qui émane parfois plus de structures d'encadrement que de la somme des consciences individuelles des travailleurs.

Le problème du financement de la sécurité sociale doit trouver une solution rapidement car le système actuel visant à ouvrir la porte à l'assurance individuelle nous conduit à terme à admettre une sécurité sociale à deux vitesses.

Il est évident que le financement de la Sécurité Sociale a été conçu en prenant comme postulats l'extension continuelle de la masse des

cotisants et l'extension corollaire de la masse financière sur laquelle pouvaient s'effectuer les prélèvements.

La crise actuelle modifie complètement cette philosophie, la solution me paraît devoir être trouvée dans un système de financement mixte : fiscalisation individuelle et cotisation des entreprises sur base de la valeur ajoutée.

Il doit exister au niveau des travailleurs un combat global visant à leur permettre une concrétisation de leurs droits inaliénables que sont le droit au travail, le droit à la protection sociale, le droit au partage équitable des fruits du travail.

Les combats des travailleurs wallons, en lutte sont non seulement motivés par la prise de conscience de l'appauvrissement de plus en plus évident de leur région, mais aussi par le sentiment de frustration de ne pas être les partenaires aux décisions qui leur échappent bien que celles-ci les atteignent dans leurs droits fondamentaux.

Il existe des responsabilités dans les fermetures d'outils wallons, il existe aussi des évolutions inéluctables dictées par des impératifs d'ordre économique mais il y a surtout une volonté des puissances financières de punir le travailleur wallon pour sa tradition revendicatrice.

Il convient en Wallonie de retrouver les bases d'une vaste volonté de concertation de toutes les forces vives.

Le sauvetage de notre Région, la création d'une nouvelle dynamique sociale basée sur de nouveaux critères de solidarité est à ce prix.

## Entretien avec **Albert Faust**, secrétaire général adjoint SETCa président de la FGTB Bruxelles

La sécurité sociale est certainement un des fondements les plus sérieux de la solidarité des travailleurs et de leurs familles. L'attitude corporatiste et égoïste par rapport à la sécurité sociale, c'est celle qui consiste à se réfugier dans les assurances privées ou toutes autres formules inventées dans certaines entreprises fortes. Je n'ignore pas que dans le secteur des assurances privées et ailleurs, il se trouve aussi des travailleurs pour approuver la privatisation de la sécurité sociale. Cette tendance est même perceptible dans des entreprises où le taux de syndicalisation est élevé.

Je voudrais rappeler à ce propos que s'il peut rester juste de voir dans la classe ouvrière un facteur de changement et de progrès, il est tout aussi vrai que l'idéologie dominante domine. Il suffit de se référer aux résultats électoraux pour s'en convaincre. A mon sens, les gens qui perdent leur emploi, les gens qui tombent dans le chômage ont tendance à tomber à droite. On aurait tort de confondre taux de syndicalisation et degré de politisation. Beaucoup d'employés se syndiquent comme on s'abonne au gaz. On peut détenir un carnet syndical et n'avoir pas une once de conscience politique. Certes, dans nombre de

grandes entreprises, il existe un encadrement syndical qui est malgré tout un encadrement de gauche. Mais il en est tout autrement dans une foule de petites entreprises — et surtout, il en est tout autrement pour les chômeurs, qu'il est d'ailleurs très difficile d'aider à s'organiser. Leur marginalisation économique, leur isolement social — qu'il est malaisé de contrer efficacement — les amène à chercher des boucs émissaires. Et c'est souvent « la gauche » qui leur apparaît coupable de tous les maux, et surtout des malheurs qui les frappent. Nous ne jouons pas dans un western avec des bons d'un côté et des méchants de l'autre...

Oui, il manque une dimension interprofessionnelle aux luttes qui ne cessent de surgir. C'était particulièrement patent et dramatique lors de la grève des services publics en septembre 1983. Qu'il y ait au départ un certain « corporatisme » ne me chagrine pas; c'est souvent la conscience d'une revendication sectorielle qui fait démarrer un mouvement. Mais il est du devoir des états-majors syndicaux de ne pas se laisser enfermer dans les cloisons et structures de l'organisation. Et la FGTB n'a pas été capable de le faire. La CSC encore moins...

Ne simplifions pas les problèmes : organiser une action interprofessionnelle de longue durée est une opération difficile qui exige non seulement volonté et solidarité, mais aussi compétences. En effet, à mon sens, pour soutenir pareille action aujourd'hui, il faut un plan d'ensemble avec des objectifs précis. Dans le stade actuel de la crise, ce plan ne peut être qu'un plan d'investissements bien étudiés — que deux millions et demi de syndiqués réclameraient en faisant pression sur les groupes financiers qui tiennent la décision économique. Sans oublier, bien sûr, le niveau de décision politique. C'est une grosse opération qui n'a d'ailleurs été réalisée, ni même tentée, dans aucun pays. Malgré son envergure et les difficultés qu'elle présente, pareille opération constitue à mes yeux un objectif majeur. Je considère que le récent congrès national du SETCa a fait un pas dans cette direction, en prenant en compte le terrain économique, jugé aussi important que le terrain social. Il s'agira d'y déployer une énergie équivalente à celle qu'on a traditionnellement dépensée sur le terrain social, et en privilégiant l'action interprofessionnelle, on se rapprochera d'un commencement de solution.

Nous sommes souvent montés à l'assaut en ordre dispersé, « chacun pour soi ». Or aujourd'hui, les acquis sociaux — et plus particulièrement les acquis salariaux — sont très différenciés d'un secteur à l'autre et même d'une entreprise à une autre. Un seul exemple : un huissier qui débute à 18 ans dans une grande entreprise bancaire peut gagner plus qu'un employé qui travaille depuis vingt ans dans le commerce de détail. Force est de constater qu'en Belgique, ni la base syndicale, ni les états-majors n'ont suscité d'élan pour imposer un salaire hebdomadaire garanti, qui serait une protection des plus faibles. Il me semble que c'est le signe d'un certain corporatisme. On le paye cher aujourd'hui, d'autant plus que pendant les fameux « golden sixties » le mouvement syndical avait bonne conscience, parce qu'il arrachait des succès (sans trop faire mal au capital) — mais il ne voyait pas venir la crise...

Un mot encore, pour évoquer la situation un peu particulière de l'Inter-régionale Bruxelles-Hal-Vilvorde de la FGTB par rapport aux partis politiques.

Naguère, le PSB était la première force politique à Bruxelles. La fédération bruxelloise du PS est actuellement très faible. Le PC n'est pas précisément une grande puissance. Le concept d'indépendance syndicale se traduit finalement par une pratique d'indifférence politique. La distanciation envers les partis politiques se réclamant de la classe ouvrière a commencé dans notre région avec la grande poussée du FDF. A l'heure du reflux du FDF, les compteurs sont à zéro. Je note néanmoins une volonté qui commence à s'affirmer de renouer les liens avec « nos » hommes dans les assemblées élues. L'aventure des Galeries Anspach a servi de révélateur à cet égard. Pour rappel, le contre-projet élaboré par le SETCa pour faire revivre les GA, était un projet solide et reconnu comme tel. La Prévoyance Sociale l'a étudié, accepté, puis abandonné sous la pression du bourgmestre de Bruxelles. On sait qu'il est difficile pour Hervé Brouhon de refuser quelque chose à Vanden Boeynants. En fin de compte, le projet du SETCa s'est vu défendu au conseil communal par... les libéraux, l'UDRT et les Ecolos ! Il n'est pas possible de se résigner à pareille situation. Je pense qu'elle pourrait se modifier. Si on aborde le problème des rapports entre organisations syndicales et formations politiques, on ne peut cependant se dissimuler qu'il existe une tentation poujadiste à la base. On le devine, c'est la persistance de problèmes non résolus (logement, enseignement, chômage, etc.) parmi les travailleurs immigrés qui, jointe à la campagne raciste, suscite la montée d'un certain poujadisme jusque dans nos propres rangs. Il me semble néanmoins percevoir comme un sursaut au phénomène Nols. La SETCa a pour sa part tenu un langage clair à propos du racisme : nous avons dit et répété que si l'organisation syndicale est souvent amenée à élaborer des compromis entre nous, aucun compromis n'est concevable avec le racisme.

# Quinzième anniversaire des C.M.

Née au printemps de 1969, notre revue va célébrer ses quinze années d'activité.

Diverses manifestations culturelles marqueront cette étape.

**Mardi 24 avril** *Débat public* sur le thème « Stratégies syndicales et nouvelles technologies »

**Mercredi 25 avril** *Concert de musique de chambre* avec le concours de Jean-Pierre Peuvion, clarinette; Bernard Focroulle, clavecin

**Jeudi 26 avril** *Spectacle théâtral* sur le thème de l'immigration par le Théâtre brut

**Vendredi 27 avril** *Projection de courts-métrages belges*

Ces soirées se dérouleront à Bruxelles, *Maison de la Bellone*, 46, rue de Flandre — sauf le jeudi, la représentation théâtrale ayant lieu à la Maison des Jeunes de la Place Sainte Catharine (rue Melsens, 27)

## Le forum de Charleroi des Jeunes Communistes

*Agnès*, 23 ans, a une formation d'assistante sociale. Elle habite La Louvière et vient d'obtenir un quart temps dans un mouvement socio-culturel.

*Bruno*, de Charleroi, a 23 ans. Après plusieurs mois de chômage, il a obtenu un emploi comme Cadre spécial temporaire. Son frère *Sandro*, 20 ans, « pointe » depuis un an et deux mois.

*Rosa* est Liégeoise. Elle a 22 ans et cherche du travail depuis 18 mois.

*Annick*, Bruxelloise, 27 ans, est licenciée en sciences sociales. Elle a travaillé deux fois six mois comme stagiaire ONEm dans un ministère et elle est au chômage depuis deux ans et demi.

### HISTOIRES BANALES

Ces cas relevés dans divers quotidiens, sont banals. Interrogez les jeunes qui « pointent » quotidiennement au bureau de chômage, et vous entendrez des dizaines de milliers d'histoires pareilles. Des histoires noires qui prouvent qu'on peut être un très jeune homme, une très jeune femme et être en même temps un vieux chômeur...

Voici à cet égard quelques chiffres édifiants, repris du rapport mensuel de l'ONEm daté de novembre 1983.

L'ONEm dénombre parmi les chômeurs complets indemnisés 14.781 garçons de moins de vingt ans, et 16.609 filles de moins de vingt ans. Parmi les garçons, il s'en trouve 2.824 qui chôment de un à deux ans. Pour les filles, ce chiffre s'élève à 3.500 ! Quelque six mille trois cents jeunes de moins de vingt ans ont donc déjà un passé de chômeurs...

Si on accède à la classe d'âge suivante, celle de 20 à 25 ans, les statistiques de l'ONEm sont plus accablantes encore. Pour 49.462 chômeurs âgés de 20 à 25 ans, 1956 sont sans emploi depuis un à deux ans, 8.806 le sont depuis deux à cinq ans. Côté filles, sur 72.766 chômeuses de 20 à 25 ans, plus de 17.000 sont privées d'emploi depuis un à deux ans, et près de 22.000 depuis 2 à 5 ans.

Nous n'abuserons pas des statistiques. Rappelons seulement qu'en novembre 1983, 507.792 chômeurs complets indemnisés étaient

répertoriés par l'ONEm, soit 12,1 % de la population active. 30,3 % de cette masse de sans-emploi ont moins de 25 ans.

Le 27 janvier 1984, quelque 40.000 chômeurs « frais » sont venus gonfler les rangs de ceux qui se présentent au contrôle de l'ONEm, jour après jour : ils avaient enfin le droit, au terme de 150 jours d'attente, à percevoir une allocation-chômage. Ces 40.000 avaient terminé leurs études en juin dernier et n'avaient pu trouver place parmi les « actifs » de la société. Ils entraient dans la société d'adultes en qualité de marginaux. Enveloppés d'avance de mépris ou au moins de méfiance. Poussés par la société vers la débrouille, l'anti-solidarité, le recours aux expédients....

Faut-il d'autres facteurs pour expliquer que la révolte monte au cœur de bien des jeunes, et que d'autres soient travaillés par une réflexion profonde et une prise de conscience fondamentale sur ce que la société leur donne et leur refuse ?

Travail difficile, contradictoire, jamais rectiligne, mais qui progresse lentement. Jeunes syndiqués, jeunes politisés, groupes de lycéens et d'étudiants, jeunes inclassables et refusant toute étiquette : c'est dans des coins très différents que se produisent cette fermentation, ce questionnement. Et les obstacles ne manquent pas sur la voie des convergences.

La date du 13 mai 1984 marquera une étape dans cette laborieuse quête. A cette date, se déroulera la 2ème Marche des jeunes pour l'emploi — avec sa double force, d'être pluraliste et nationale.

Pour l'heure, nous voudrions épingler un fait, celui d'un Forum des jeunes, organisé à Charleroi le 28 janvier dernier à l'initiative de la Jeunesse communiste, de l'Union des étudiants communistes et du PCB.

## **POURQUOI LE FORUM ?**

Pourquoi ce forum ? Que s'y est-il passé ?

Le pourquoi tient en une phrase : mieux affirmer l'identité des jeunes communistes, partie prenante d'une vaste entreprise pluraliste. Bon exercice politique que de s'inscrire dans un ensemble diversifié, sans oublier d'être soi-même. Exercice auquel se livrent certes bien d'autres que les jeunes : malgré ses clivages philosophiques qui furent rigoureux, malgré ses oppositions culturelles toujours vives, la Belgique apparaît comme une terre propice aux « concertations » pluralistes. Qu'on songe aux mouvements pour le désarmement ou aux luttes des femmes contre la crise : l'accord sur une plate-forme est commun aux francophones et aux néerlandophones, et ceux qui la négocient sont des chrétiens, des socialistes, des communistes, et très largement des sans-parti. C'est un phénomène extrêmement important, et qui tranche avec la tendance au repli et au morcellement des forces populaires.

Mais revenons au Forum de Charleroi.

Il s'agissait de clairement redire pourquoi les jeunes communistes s'intègrent dans la concertation *Jeunes pour l'emploi* et la soutiennent. Il s'agissait de définir ce que peut être leur apport propre dans la campagne qui prépare la marche du 13 mai. Il s'agissait de mesurer les

moyens que se donnent les jeunes communistes pour atteindre leurs objectifs et enfin de mieux coordonner leurs efforts.

Démarche donc à la fois théorique (articuler alliance et identité) et pratique (viser au maximum d'efficacité).

Pendant une journée, une centaine de jeunes militants ont donc planché à l'Université du travail de Charleroi. Le matin, ils ont sagement — mais pas passivement — écouté des rapports. L'après-midi, ils ont phosphoré en petits groupes, selon leurs affinités. Et après avoir fait le point ensemble sur le travail en groupes, ils ont fait la fête le soir.

Le Forum était présidé par *Daniel Fedrigo*, jeune député et député jeune. Quatre exposés se sont succédés. De longueur inégale.

Le président de la JC, *Daniel Remacle*, a introduit la journée en lui assignant deux buts essentiels : aider les jeunes communistes à mieux se situer par rapport à la plate-forme pluraliste de la Marche pour l'emploi — rendre plus cohérente l'action des communistes au sein des Comités locaux de la Marche.

*Pierre Beauvois*, membre du Bureau politique du PC, a présenté les axes de l'alternative communiste que le congrès fédératif de Tournai avait définie en décembre. Une résistance plus résolue aux attaques de la droite — résistance unifiante — se donnerait comme objectifs :

— le refus de se prêter au jeu de dupes de la loi Hansenne sur la modération salariale;

— l'annulation des mesures de régression sociale déjà prises et donc le rétablissement intégral de l'index;

— l'arrêt des démantèlements aussi bien dans le secteur industriel que dans les services publics;

— la défense de la sécurité sociale et des acquis sociaux.

Mais il s'agit aussi de combattre les idées fausses que la droite répand sur la crise.

Pour étayer une proposition de changement, il faudra s'attaquer de front aux pratiques et aux objectifs du capital financier, a montré P. Beauvois. Il ne suffit pas de démontrer que l'argent existe, il faut trouver les moyens de le récupérer, de le collecter, de le mobiliser pour répondre aux besoins populaires. Pour le surplus, la gestion capitaliste devrait faire l'objet d'une analyse critique au niveau des entreprises, en rentabilisant au mieux les droits syndicaux, en valorisant les potentialités du contrôle ouvrier, en élargissant le champ d'action des organisations ouvrières.

*Michel Godard* a dégagé du congrès régional bruxellois du PCB les caractères spécifiques de la région bruxelloise, cette région-qui-n'existe-que-dans-un-frigo, indiquant comment les communistes y jouent leur rôle. Partant de la perception que beaucoup de Wallons peuvent avoir de la capitale, en tant que navetteurs quotidiens, consommateurs occasionnels ou spectateurs « provinciaux », Godard a montré que Bruxelles est l'objet tout à la fois d'une attraction et d'une répulsion et que son statut apparaît comme privilégié. Or, les Bruxellois ne sont pas tous des PDG. Ils sont habitants et travailleurs, avec une importante proportion d'immigrés, avec des Wallons et des Flamands de 2ème ou 3ème génération, avec leur spécificité.

Que signifie une politique régionale à Bruxelles, où aucun secteur industriel national n'a droit de cité, mais qui constitue néanmoins le premier arrondissement pour l'emploi administratif et un des premiers pour l'emploi industriel ? Une politique régionale s'impose en matière d'emploi (notamment pour sauvegarder et renouveler l'emploi industriel) et en matière de qualification. Cela implique une maîtrise politique qui rompe avec l'anarchie institutionnelle. Cela implique aussi une politique culturelle novatrice, la culture étant conçue comme « un ensemble de savoir-vivre, de savoir-faire et de savoir-penser ».

*Willy Wolstajn*, qui siège au Conseil de la Jeunesse d'expression française, a expliqué quelques uns des problèmes que soulève la coopération de jeunes d'horizons, de formation et d'expérience diverses. Les mêmes mots n'ont pas le même sens pour tous. Certains mots, qui apparaissent comme des clés pour les uns, suscitent des blocages chez les autres. On peut avoir l'impression, parfois, qu'on fait du sur-place. Et cependant, on avance. Malgré les allergies, les méfiances, le poids de l'idéologie dominante, le souvenir de divisions historiques. Willy a bien montré la richesse de cette difficile recherche commune, soulignant qu'en fin de compte le pluralisme est non seulement intéressant et enrichissant, mais simplement indispensable. Car qui, quel groupe peut prétendre parler au nom de tous, et en exprimant toutes les sensibilités ?

Dans cet ensemble en mouvement, que peuvent faire, que font les jeunes communistes — qui ne sont pas légion et qui n'ont pas derrière eux — comme les jeunes chrétiens ou les jeunes socialistes — des institutions bien ancrées dans le pays, des infrastructures économiques, sociales et idéologiques forgées par l'histoire. Eh ! bien les communistes, précisément, parce qu'ils ne se confondent pas avec les jeunes qui relèvent de la mouvance socialiste ou chrétienne, peuvent être entendus des uns et des autres à condition d'avoir des idées et surtout des idées qui unissent. Ce serait, à peu de chose près, leur fonction : faire discuter au bon moment des idées qui permettent de dépasser des affrontements stériles et de repartir, ensemble, dans l'action. Schéma idéalisé ? Sans doute. Il est bien évident que chaque militant JC n'est pas détenteur d'un sac plein d'idées neuves et salvatrices. Si c'était vrai, ils auraient déjà trouvé le moyen d'avoir plus d'adhérents. Mais peut-être ont-ils plus que d'autres le souci de sauvegarder l'union et sont-ils peut-être plus que d'autres disposés à sacrifier un succès de boutique au profit d'une avance collective.

En tout état de cause, ce serait davantage aux non-communistes à en juger. Et ils en ont tout le loisir. Le Forum du 28 janvier entendait clarifier des objectifs et certainement pas dresser des bilans triomphalistes.

Et les groupes de réflexion ? En voici des échos...

## **ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLE**

La loi Bertouille sur la prolongation de la scolarité jusque 18 ans a été très commentée. 35.000 jeunes de 15 à 18 ans gommés du chômage, on comprend que le gouvernement estime l'opération positive. Entre 16 et 18 ans, ce que prévoit le gouvernement, c'est un jour d'école par semaine et pour le reste des projets de contrats des classes moyennes.

Or, le salaire maximum en apprentissage oscille autour de 8.000 F., et la formule ne garantit ni métier, ni emploi. Le groupe a débattu de la portée d'une politique qui vise à renforcer les liens de l'école avec l'entreprise. Elle est conforme à une volonté politique plus générale au niveau du pouvoir exécutif : celle de ne faire aucune peine à la FEB, laquelle réclame surtout pour les secteurs professionnel et technique une école qui réponde aux besoins patronaux. A cette école-là, les jeunes communistes opposent un enseignement polytechnique obligatoire jusque 18 ans, assurant tant des connaissances générales que la préparation scientifique à des choix ultérieurs. Pour le surplus, l'accent a été remis avec force sur une vieille revendication, plus actuelle que jamais : abaissement des normes de population scolaire — pas plus de 20 élèves par classe. Le contrôle du ministère (communautarisé) de l'Education nationale a été requis sur l'enseignement de promotion sociale, les formations dispensées par l'ONem et par les Classes moyennes. Dans la perspective de la suppression du contrat d'apprentissage, une sérieuse chasse aux abus devrait être menée. La fausse alternative « Ecole/stages pratiques » a été récusée, car pour le gouvernement ce n'est qu'un moyen détourné pour généraliser le travail à temps partiel. Dans le même ordre d'idées, un contrôle sur les stages en entreprise devrait éviter que ces stages soient détournés de leur fonction au seul avantage du patron.

## GROUPES DE BASE

C'est quoi d'abord, un comité de base ? C'est, a-t-on dit après échange de vues et d'expériences, un comité décentralisé, pluraliste, formé par « la base ». Mais comment définir cette « base » : les représentants d'organisations structurées devraient-ils en être exclus ? Non, mais l'allergie de nombreux jeunes à l'égard des organisations (politiques et syndicales) suscite parfois des difficultés. Il s'agit donc de trouver des formes de dialogue, afin d'éviter que les « organisés » valent plus que les autres. La précarité des comités de base, nés le plus souvent pour répondre à une agression ou à une menace, cette précarité a été longuement discutée. Se donner des objectifs, réactualiser ces objectifs, programmer des activités — voilà en substance les moyens (très classiques) pour assurer plus de stabilité aux comités et aussi pour qu'ils puissent passer de la défensive à l'offensive.

Plusieurs expériences vécues — sur le plan de la lutte antimissiles, ou pour la dépénalisation de l'avortement — ont mis en lumière la richesse du pluralisme des comités de base, les possibilités immenses d'échanges entre citoyens de cultures différentes.

Le groupe a examiné de plus près un « cas d'école » : la constitution d'un comité lycéen pour la Marche des jeunes. Pas de recettes — il n'y en a pas. Mais quelques conseils résultant d'expériences diverses, et une recommandation capitale : ne pas se limiter à une propagande extérieure, fut-elle bien faite, fonder son action sur des lycéens, de préférence de dernière année, car ils sont sensibilisés au problème de l'emploi. L'organisation d'un débat dans l'école, avec un représentant des Jeunes pour l'emploi, et en utilisant un bon matériel audio-visuel, peut être d'une grande aide.

La mise sur pied d'un comité de chômeurs a été jugée plus malaisée : les chômeurs n'ont pas envie de parler de leurs problèmes dans la file de pointage. Cela tient (notamment) à leur marginalisation, à leur sentiment de culpabilité.

## PROPAGANDE ET AUDIO-VISUEL

Le groupe *propagande et audio-visuel* était le plus facilement identifiable : il opérait autour d'un écran de télévision et d'affiches. Il a travaillé en deux temps : d'abord des exercices pratiques de critiques d'émissions télévisées ou de vidéo et un débat avec un graphiste — ensuite une tentative de définir les axes d'une campagne communiste de mobilisation pour la Marche du 13 mai.

À cet égard, un certain nombre d'exigences ont été exprimées :

- abandonner la publication de matériel « gris » c'est-à-dire mal présenté, en langage politicien;
- introduire plaisir et humour dans la propagande;
- illustrer l'idée que la Marche est l'affaire de tous les marcheurs, mais que les communistes y sont pour quelque chose — ou illustrer l'idée du communiste-rassembleur;
- élaborer du matériel diversifié, selon les publics-cibles visés etc., etc.

## JEUNES ET SYNDICATS

Beaucoup de questions ont surgi dans ce groupe de travail et peu de réponses définitives y ont été données. Qui s'en étonnera ? Relevons parmi les questions :

- à quelle spécificité les Jeunes FGTB répondent-ils par rapport aux centrales syndicales ?
- comment assurer le relais entre action syndicale et action politique, étant entendu que cette action syndicale doit être indépendante des formations politiques ?
- comment rendre l'action syndicale plus efficace, tant sur le plan de la stratégie (approfondir les alternatives présentées par la FGTB et les populariser) que sur le plan des services aux affiliés (services juridiques, information syndicale et professionnelle) et sur le plan des commissions « spécialisées » — Immigrés, Sans emploi;
- que rôle les étudiants FGTB peuvent-ils jouer dans une perspective de rassemblement étudiant ?
- comment promouvoir l'implantation syndicale dans les PME ?
- comment combattre la coupure entre travailleurs actifs et chômeurs, alors que se propage le besoin d'un bouc émissaire ?

## JEUNES, EMPLOI, EUROPE

Ce groupe s'est attaché à l'examen de deux grosses questions.

1. Quel rôle peuvent jouer les PME dans la relance de l'emploi ? Ce secteur mérite une attention accrue et doit être restitué dans une alternative globale. Il s'agit de modifier les conditions sociales dans lesquel-

les agissent les PME et de les replacer dans un tissu ou une structure industriel(le) cohérent(e). Le premier objectif de cette politique serait d'arrêter l'hémorragie des licenciements; le second d'organiser une réembauche.

2. Quelle relance : au niveau de la Belgique ou au niveau de l'Europe ? Malgré le degré d'ouverture de l'économie belge, une relance est possible au niveau national, dans le cadre d'une restructuration industrielle globale. Mais à l'évidence, il s'agit d'œuvrer à une relance économique au double niveau belge et européen. Lié à ce problème, se pose celui de la recherche scientifique, qui elle aussi doit être relancée au niveau belge — en rompant avec l'habitude de faire payer la recherche par le secteur public et d'en faire profiter le secteur privé — et en promouvant largement la recherche fondamentale au niveau européen : en favorisant la coopération dans des secteurs tels que l'énergie, l'aéronautique, etc.

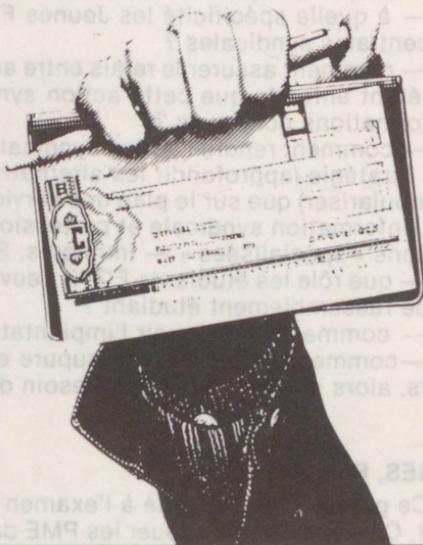
Tout ceci, qui est livré en vrac, ne constitue qu'un moment d'une réflexion et d'une action collective des jeunes communistes.

Dans un dossier sur la jeunesse que les CM préparent pour une livraison prochaine, on tentera d'en mesurer la portée, en resituant ce moment dans un contexte global.

**Compte  
Universel.  
On en a pour  
son argent.**

**CGER** 

LA BANQUE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE  
ET LE RETRAITE



# Le PCB propose un pacte fédéral démocratique

*L'inefficacité de la réforme institutionnelle d'août 1980 a été illustrée au cours des derniers mois de manière bouffonne.*

*Le Conseil d'Etat a soudain pris dans la vie publique une place insolite, obligé qu'il a été de se prononcer sans cesse (et toujours d'urgence) sur des dispositions souvent incohérentes. C'est ainsi que le projet gouvernemental de financement des secteurs économiques nationaux a fait au moins quatre fois l'aller-retour entre la rue de la Loi et la rue de la Science. De fait, le désastre de la sidérurgie wallonne aura été un révélateur dramatique du dérèglement institutionnel produit par la réforme de 1980 : en régionalisant les charges du secteur de l'acier tout en laissant la politique industrielle aux mains du pouvoir central, le gouvernement Martens-Gol a bien défini sa conception de la régionalisation.*

*Mais il n'y a pas que Cockerill-Sambre. Peu de domaines sont épargnés par le pourrissement : exaspérations croissantes autour de la connaissance du néerlandais requise des élus francophones dans des communes comme Fournon ou Wezembeek-Opem, déchirements entre Flamands et francophones de la majorité autour d'une commande de jeeps pour l'armée ou autour de commandes pour les centrales de Chooz et Doel, proclamations d'impuissance de membres de l'Exécutif wallon — rien n'y manque. « On numérote les meubles avant le divorce », a déclaré au Sénat le 16 février Jean-Maurice Dehousse, ministre-président de cet Exécutif wallon.*

*Divorce ? Eclatement ? Fin de la Belgique ?*

*On en parle depuis longtemps.*

*Les communistes estiment que le divorce peut être évité et qu'il existe une possibilité de remettre le pays sur rails. Ils proposent que soit négocié un pacte fédéral démocratique.*

*Voici les grandes lignes de leur proposition.*

**I. Le gouvernement Martens-Gol tourne le dos aux aspirations croissantes qui s'affirment dans chaque région, à des politiques industrielles et communales autonomes. Chacune a besoin d'une nouvelle**

*croissance répondant à ses besoins spécifiques* : revendications des forces progressistes de Flandre pour l'introduction négociée et contrôlée des technologies nouvelles; nouvelle politique industrielle en Wallonie; garantie du droit de tous les résidents de l'agglomération bruxelloise à un travail et à un habitat décents...

*Seule la prise en compte différenciée de besoins régionaux de plus en plus différenciés*, peut servir de fondement à une solidarité des forces populaires de Wallonie, de Flandre et de Bruxelles qui fera globalement échec à la politique régressive et autoritaire de l'équipe Martens-Gol, et ouvrira la voie à des alternatives réellement progressistes.

C'est pourquoi le Parti communiste appelle les forces ouvrières et démocratiques flamandes, wallonnes et bruxelloises à conjuguer leurs efforts

- pour abolir les pouvoirs spéciaux et l'ensemble des mesures de régression prises à l'aide de ceux-ci;
- pour exiger la mise en œuvre de programmes de relance et de reconversion répondant aux besoins de chaque région;
- pour imposer le blocage de la réforme institutionnelle et la négociation *d'un nouveau Pacte fédéral démocratique* qui assure à la Flandre, à la Wallonie et à Bruxelles la maîtrise des leviers de la politique industrielle et communale.

II. Le Parti communiste considère que pareil pacte ne doit pas comporter seulement le transfert aux régions — c'est-à-dire à la Flandre et à la Wallonie, mais *aussi à Bruxelles*, qu'il est temps de sortir du frigo — de la responsabilité des cinq secteurs nationaux. Il ne suffirait même pas d'y ajouter le transfert, certes tout aussi nécessaire, de la politique agricole, de la majeure partie des grandes infrastructures et de la recherche-développement, de l'intégralité des fonds communaux et provinciaux, voire même de l'essentiel des politiques de l'énergie et du crédit.

Aux yeux des communistes de Wallonie, de Flandre et de Bruxelles, la prise en mains des leviers de la politique industrielle et communale par les régions implique également, pour être effective :

- 1) *le transfert aux régions ET de l'ensemble des masses budgétaires affectées aux matières citées* (à l'exclusion des dettes contractées avant leur régionalisation et des charges y afférentes) *ET d'une proportion au moins correspondante de la fiscalité* (c'est-à-dire des moyens fiscaux actuels et du pouvoir de légiférer en la matière);
- 2) *la mise sous statut public régionalisé des trusts de l'électricité et du gaz, des grandes banques privées et des principaux holdings.*

III. Les propositions qui précèdent, tout en visant le transfert aux forces ouvrières et démocratiques de chaque région de la responsabilité et des moyens de développer la lutte pour une nouvelle croissance selon leurs besoins et aspirations spécifiques, n'en impliquent pas moins *l'organisation de leur action solidaire à l'échelle du pays, sur plusieurs terrains essentiels*, et notamment :

- la conjugaison de leurs efforts pour imposer les réformes envisagées au niveau de l'Etat et des structures financières belges, réfor-

mes dont la réalisation conditionne largement la mise en œuvre d'une nouvelle croissance au niveau de chaque région;

- la lutte pour une politique étrangère de paix, d'indépendance et de coopération (Est-Ouest, Nord-Sud) dans une perspective de non-alignement, seule en mesure de contribuer à la création d'un contexte européen et international favorisant une nouvelle croissance pacifique (bataille antimissiles, etc.);
- le blocage de la régression sociale et du démantèlement des services d'utilité publique, car chaque nouvelle atteinte aux conditions de vie des travailleurs, aux droits sociaux, syndicaux et démocratiques, n'importe où, représente un coup pour l'ensemble des forces ouvrières et populaires et détériore davantage, partout, les conditions du combat pour sortir de la crise.

L'organisation de la solidarité sur ce dernier terrain devra porter notamment, dans le cadre d'un Etat belge fédéralisé sur les problèmes de salaires, de durée et de conditions du travail (cadre légal, conventions collectives, système d'indexation...) et sur ceux de la sécurité sociale.

Les législations de base et les négociations paritaires portant sur ces matières, ainsi que le financement de la sécurité sociale resteront donc essentiellement de compétence nationale.

IV. Les réformes structurelles proposées ci-dessus se conçoivent difficilement, sans que soient mieux garanties dans un délai court, le caractère autonome et démocratique des institutions régionales et communautaires (assemblées, exécutifs).

Cela signifie à la fois :

- composer les assemblées par élection directe et non plus par subdivision des Chambres nationales;
- constituer les exécutifs sur une base majoritaire, et non plus proportionnelle, sans délai, et non à l'échéance de décembre 1985;
- intégrer dans le statut régional, dont il est bien temps de doter Bruxelles, les règles nécessaires pour y garantir les droits de nos deux grandes communautés nationales.

Il semble également malaisé d'envisager que les réformes proposées puissent fonctionner longtemps, sans que soit franchie l'étape de la communautarisation de l'enseignement, avec des garanties réciproques de respect des droits des réseaux minoritaires que cette mesure suppose.

V. Telles sont les dispositions essentielles du projet de nouveau Pacte fédéral démocratique que le Parti communiste propose à l'examen des forces ouvrières et démocratiques de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles, qui devrait faire l'objet d'une négociation d'ensemble, de communauté à communauté.

Cette négociation aura pour objet le règlement des problèmes essentiels de la fédéralisation de l'Etat belge.

Elle implique pour aboutir que les forces démocratiques des deux communautés cherchent de manière conséquente, à se mettre d'accord

avant toute chose sur ces problèmes essentiels.

Quant aux litiges, notamment territoriaux, à propos desquels aucun accord n'apparaît actuellement possible — y compris entre les forces progressistes — il paraît raisonnable d'admettre de part et d'autre, qu'aucune solution ne pourra y être apportée à défaut du consentement des deux communautés.

Les forces progressistes de l'une et de l'autre communauté ont intérêt, lorsqu'elles expriment leurs positions respectives à ce propos, à se démarquer de ceux qui, systématiquement, enveniment ces questions actuellement insolubles afin de détourner l'attention des problèmes essentiels dont la solution est aujourd'hui possible et urgente.

V. Telles sont les dispositions essentielles du projet de nouveau Pacte fédéral démocratique que le Parti communiste propose à l'examen des forces ouvrières et démocratiques de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles, qui devrait faire l'objet d'une négociation d'ensemble de communauté à communauté.

Cette négociation aura pour objet le règlement des problèmes essentiels de la fédération de l'Etat belge.

Elle implique pour aboutir que les forces démocratiques des deux communautés cherchent de manière conséquente à se mettre d'accord

K. LARA

# A la recherche d'un équilibre, l'artiste-peintre tournaisien Jean Leroy

Quel patrimoine laisse dans le monde artistique cet homme issu de milieu modeste, resté dans le rang, mais en tête de file, puisqu'il en faut un.

Plus de quarante ans après son décès prématuré — en 1939, à l'âge de 43 ans — avec l'aide de la fille du disparu, l'un de ses élèves, resté un fidèle compagnon de route, a décidé de sortir de l'ombre son ancien maître.

Dans le milieu des arts, la découverte de la personnalité et de l'œuvre de Jean Leroy furent une révélation.

L'on ne fit pas seulement connaissance avec un artiste et avec son œuvre, mais aussi avec un homme en quête de lui-même et soucieux des autres.

L'orientation qu'a tracée l'artiste-pédagogue ne se limite pas aux éléments d'une vision, elle se préoccupe tout autant d'une prospection intérieure, du sens de sa propre destinée et de la qualité des contacts qui régissent les rapports entre les hommes. Un critique d'art qui louangea ou s'opposa à son œuvre dans la mesure où son cheminement correspondait ou non à ses propres conceptions philosophiques finit par écrire... « *Il était non seulement un artiste authentique mais encore une vraie valeur intellectuelle, comme aussi, avant tout, une âme de haute qualité...* »

Dix ans après sa mort, à l'occasion d'une première rétrospective de son œuvre au Cercle artistique de Tournai, nous lisons, dans « *L'Avenir du Tournaisis* » : « *A ce moment-là, ses audaces stupéfièrent... Avec le recul du temps, ce salon est la révélation d'un artiste qui eût buriné son nom, en lettres d'or, dans les annales de Tournai...* »

La futaie était épaisse pourtant. Il fallut élaguer, tracer, brûler, pour pouvoir tracer la route.

Jean Leroy le fit honnêtement, sans rien écraser, mais sans faiblesse.

Né en 1896 d'une famille de trois garçons, il avait grandi dans un milieu sensible au monde des arts, de la musique surtout. Son père, comptable était contrebassiste; son frère, tailleur était guitariste, et le cadet, photographe jouait du violon.

Ensemble, ils organisaient des concerts que l'enfant Jean, appréciait. A l'âge de quatorze ans, il avait choisi sa voie et entra à l'Académie des Beaux-Arts de Tournai où il suivait les cours de Louis Pion, Jules Pollet, Charles Allard, Maurice De Korte.

## PARIS

En 1925, doté d'une bourse de la Ville de Tournai, il arrivait à Paris, pour une durée d'un an. Au premier contact, c'est l'euphorie pour ce provincial sentimental et honnête jusqu'au scrupule. Puis vient l'énervement.

*« ... Je suis à Paris depuis deux mois... C'est son pavé historique, c'est le film de ses monuments, ce sont ces Musées parisiens qui sont cause de mon état nerveux. Ses lumières m'éblouissent, sa nuit féérique m'enchant, les fantômes de ses grands hommes me visitent, le génie de l'art me harcèle : l'Antiquité, la Renaissance, Louis XIV, la Révolution, le 19ème siècle, avec le romantisme, l'impressionnisme, les Arts déco... .... Cette sérénité me transporte et m'élève aux plus hauts sommets d'un niveau inaccessible aux gens de ma condition ... Je veux me conserver pur... »*

Trois mois plus tard, après être passé par une importante période de mysticisme au cours de laquelle les valeurs religieuses l'aideront à passer un cap difficile, c'est le désenchantement. L'artiste est désemparé, révolté.

*« Le ventre passe avant tout : ses besoins d'abord; le bas-ventre ensuite, réclame. Jouir. Les appétits sont féroces. Les luttes de classes sont âpres. L'idéal est un parent pauvre de cette société où il n'y a pas de place pour le rêve. Affaire, argent, plaisir, discours. Dieu est absent, relégué au fond de sanctuaires devenus des Musées. L'art est commerce, la foire est sur la place, la guerre est partout. Utrillo vient de vendre une toile 40.000 F. Quel talent hein !... l'Idéal ? Vous retardez... Venez voir Van Dongen. Quel maître !!! »*

En recherche, il a découvert l'envers des cartes, les dessous de table. Le réveil est dur, mais l'homme est solide et plein du bon sens de son Tournais et des gens de sa condition.

La vie, ce n'est pas cela. Il regagne Tournai. Là il pourra marcher seul. Voire !

## LA RECHERCHE D'UNE PHILOSOPHIE

Jean Leroy ne s'est pas détaché de toute idéologie religieuse. Si certaines croyances le déçoivent, il les contourne sans être opposé à d'autres ouvertures. Il étudiera et approuvera bien des théories marxistes mais leur application le déçoit et il finira par s'en éloigner sans les condamner.

« L'homme est formé autant par les préoccupations qui résultent de son tempérament que par les nécessités que lui imposent sa vie sociale et ses principes idéologiques. Personne ne peut concevoir un être humain entièrement guidé par ses principes et, dans l'état actuel de la civilisation, un homme qui ne suivrait pas les caprices de son tempérament serait vite réduit à l'impuissance.

Il est certain que les différents plans sur lesquels se passe une vie d'homme réagissent l'un sur l'autre et que le panorama — si l'on peut l'appeler ainsi — de ces diverses réactions constitue une entité, peut-être analysable, mais non dissociable : la vie humaine.

Tout acte porte en lui sa forme propre et la recherche de cette forme n'est, elle-même, qu'une partie de cet acte, indétachable de lui. »

Jean Leroy est un homme seul, seul avec lui-même et, plus tard, à partir de sa nomination comme professeur, seul avec son directeur, et avec quelques collègues qu'il apprécie, seul avec ses élèves qui l'adorent.

« Eugène Melchior de Vogüé a écrit : "J'écris pour regarder et dominer la vie". Je m'approprie cette pensée. Moi aussi, je veux œuvrer pour regarder la vie. La dominer c'est autre chose. L'époque est autre. Mais l'époque mérite d'être regardée... Mes yeux verront des choses à qualifier tous les jours. Ils connaîtront les hommes qui sont et seront les acteurs de la pièce. J'ai l'impression de vivre une révolution. Un monde nouveau est un enfantement, enfantement douloureux et j'en entends les cris. Ces musiques, ces cris d'un peuple en manifestation, ces contradictions, cette impuissance générale à résoudre les problèmes, cette absence de volonté, cette pénurie d'hommes d'action... En Allemagne des événements importants se déroulent. Hitler, chef du parti national-socialiste est arrivé au pouvoir suprême. Que va apporter ce changement ? L'avenir n'est pas sans inquiétude du côté de l'Est... »

## EN LUTTE PERPETUELLE

« Je peux dire que j'ai commencé à peindre à quarante deux ans. Ce fut vers cet âge, qu'obsédé par un monde d'images qui remplissaient mon cerveau, j'eus l'audace nécessaire pour les jeter sur une toile blanche, en formes et en couleurs. Pour dire la vérité, je peignais comme un barbare et tout en imagination. J'avoue que la plupart des gens, ou mieux, tous les gens qui voyaient mes tableaux étaient ahuris de tant d'audace, d'autant plus que je n'avais montré, jusque là, qu'un dessin tout différent. J'ai voulu ordonner la somme des matériaux involontairement amassée. J'ai voulu voir avec des yeux nouveaux, les yeux que ma raison m'avait faits, des yeux qui voyaient par dessus ma sensibilité. J'ai voulu dégager de la mode ce qu'elle peut contenir de poétique dans l'historique, tirer l'éternel du transitoire qui est la modernité, c'est-à-dire le fugitif, le contingant. Je n'ai pas voulu être de ces artistes qui étudient dans l'art des temps passés autre chose que l'art pur, que la logique, qu'une méthode générale et qui perdent ainsi la mémoire du présent. Ils abdiquent la valeur et les privilèges fournis par les circonstances, car l'originalité vient de l'estampille que le temps imprime à nos sensations. J'ai dit que je peignais comme un barbare, je veux parler d'une barbarie inévitable, synthétique, enfantine qui dérive du besoins

*de voir les choses grandement, de les considérer surtout dans l'effet de leur ensemble. Tous les grands artistes ont le regard synthétique et observateur parce qu'ils ont travaillé leurs œuvres en se servant aussi de leur imagination, riche en souvenir.*

## PARCOURS ARTISTIQUE

« On n'explique pas les œuvres d'art par de la littérature » estime Jean Leroy

Nous serons donc brefs.

Durant toute sa carrière, le dessin restera le point fort de Jean Leroy et c'est cette discipline qu'il professera à l'académie de Tournai. Le trait est vif, précis, transcendant la réalité avec une vérité bouleversante.

Dès ses premiers travaux, Jean Leroy prendra ses distances vis-à-vis de l'académisme qui avait tendance à envahir les Ecoles d'Art de l'époque. Certes, ses premiers croquis n'auront pas la crudité et l'impitoyable morsure de la grande période expressionniste, mais le jeune artiste réussit déjà à exprimer la substance même des êtres et des choses. L'aspect extérieur et policé, le vernis des surfaces fit d'emblée place à la sérénité et au bouillonnement intérieur. Le trait est fort sans être démesurément appuyé et sa réserve lui confère une distinction, une noblesse que l'outrance risquerait de lui enlever.

Dès le début, la vie intérieure sera portée au jour, projetée au dehors, illustrant déjà, sans que l'artiste en ait conscience, une pensée qu'il exprimera plus tard : « Derrière l'œuvre, il faut toujours rechercher l'homme ». Les sujets sont proches des visions de tous les jours, des scènes de la vie publique, mais l'artiste ne dédaigne pas le paysage et il aime les portraits.

Durant des années, il progressera dans cette voie, une orientation qui devait inmanquablement le conduire aux audaces de l'expressionnisme vigoureux et sans réserve des grands moments de cette école.

Tout le long du trajet, le dessin est allègre, d'une mobilité rapide qui saisit l'instantané d'un geste, d'une lumière. Sur son chemin, Jean Leroy ne rencontrera pas le surréalisme naissant et sans doute, s'il l'a croisé, cette démarche ne l'intéresse pas. N'oublions pas qu'il était à Paris en 1925 et que le Manifeste du surréalisme d'André Breton, dont il ne fut jamais question dans les notes ni dans les lettres de Jean Leroy date de 1924-26. Il ne sera pas plus tenté par les démarches du cubisme, mais Cézanne fait son admiration et il professera que, pour émouvoir, le secret essentiel de l'art est la mise en ordre de tous les éléments en vue d'un effet, c'est-à-dire de leur subordination à un rythme, s'appliquant aussi bien au mouvement dans l'espace que dans le temps, aux courbes qu'aux sons.

Dans des encres de Chine, dans certains lavis, l'écriture habituellement suivie, devient discontinue s'exprimant en larges courbes épaisses ou en petits atouchements précis, proches des grands moments des lavis de Rik Wouters, son aîné de six ans seulement.

A partir des années 25, 26, Jean Leroy va simplifier ses moyens d'expression et progresser dans la voie d'un dépouillement de la forme.

Nous pensons à des encres de Chine au pinceau « Femme assise de profil », à « Portrait de M<sup>r</sup> Ravez », à la « Femme allaitant », à la « Femme dormant ».

Le trait devient discontinu de son point de départ à celui de son arrivée. Il est lancé d'une main sûre maîtrisant les accidents de parcours, conservant noblesse et vigueur, atteignant le point culminant de son expression dans une Piéta au crayon de 1927-1930.

Des paysages, des natures mortes, des portraits, des intérieurs de chapelle et d'églises attestent de la même orientation. Jean Leroy a compris qu'en restant dans le cadre de la parfaite exécution d'un dessin, il risque de devenir un artiste-virtuose, aimé et apprécié, mais qui se répètera éternellement, consignait son art dans la pratique d'un savoir-faire paralysant.

C'est l'ouverture vers la voie facile qu'il refusera de suivre parce qu'il sait qu'une œuvre d'art exige autre chose qu'une pratique. N'a-t-il pas professé qu'un artiste doit constamment se réinventer et tout redécouvrir ? Il se remettra sans cesse en question, échappant au danger de se complaire dans un équilibre rassurant, approuvé et prisé par son entourage. Pour rester vivant l'art doit être mobile. S'il s'immobilise, c'est qu'est morte la période de création.

L'artiste veut sortir définitivement des représentations entrant à l'intérieur des choses pour en saisir et en exprimer l'essence. A l'ordre de la vision va se substituer la liberté et jusqu'au désordre de la ligne, anarchie salutaire. Pour récolter des fruits, il faut d'abord élaguer, aérer. L'artiste s'y emploiera au début des années 30 qui verront se développer un art d'expression épurée. Ne subsistent que les lignes significatives. Ainsi, il accentue la force de son œuvre qui n'en exprime, jusqu'à la fin, que plus de noblesse et de grandeur.

**Une plaquette, abondamment illustrée, écrite par Raymond Lacroix, peut être obtenue en versant la somme de 250 F + 20 F de port au CCP de la Fondation Joseph Jacqmotte, n° 000-0188745-80, avec la mention « Plaquette Jean Leroy ».**

Nous pensons à des artistes de Chine au pinceau « Femme assise de  
grotti » et « Portrait de M. Ravez » à la « Femme allaitant » à la « Femme  
dormant ».

Le trait devient discret, le regard se tourne vers le spectateur, le  
visage est éclairé d'une lumière douce, les contours sont plus nets, le  
cou, conservant noblesse et sérénité, est le point culminant de  
son expression dans une attitude d'attente et de recueillement.  
1937-1938

Des paysages, des portraits, des scènes de genre, des études de  
chapeau et d'église, des compositions d'ensemble, Jean Leroy a  
compris qu'en restant fidèle à son idéal, il pouvait accomplir une œuvre  
saine, il tâche de développer son art et d'acquiescer, mais il se  
réfère à l'éternelle vérité, à la pratique d'un savoir-  
faire précisant.

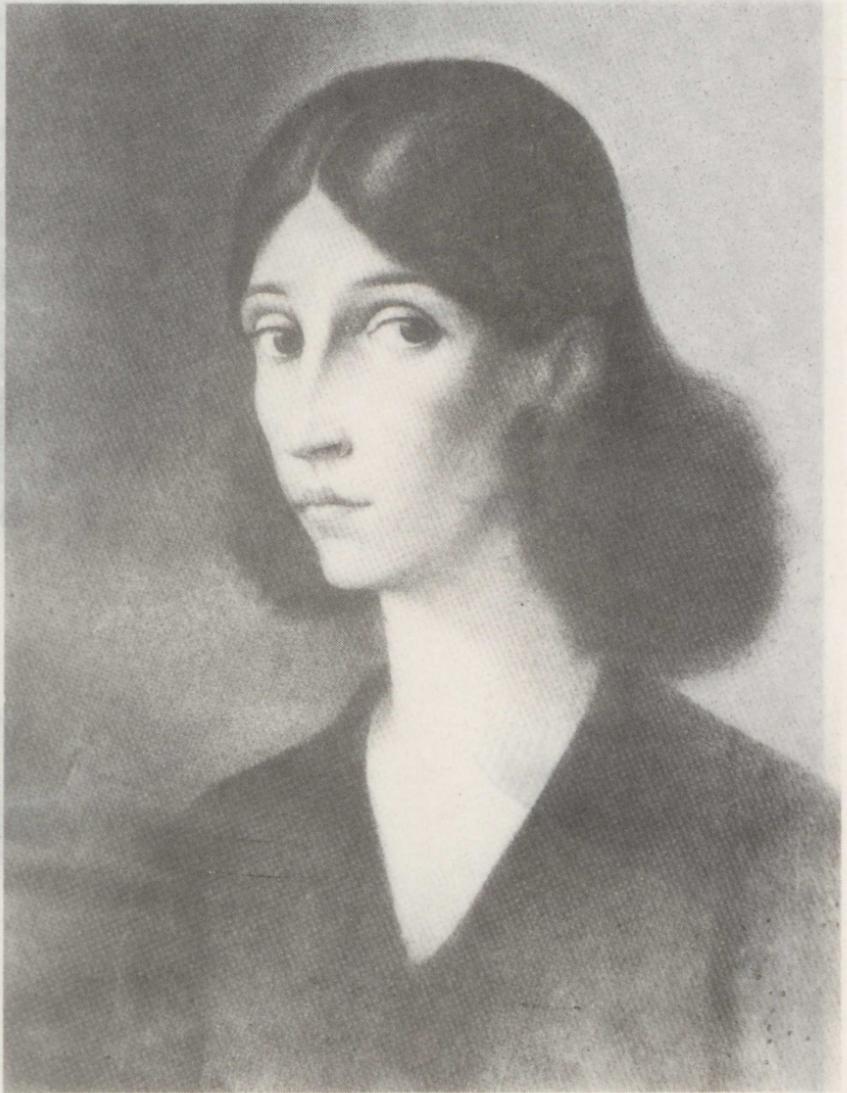
C'est l'œuvre d'un homme qui refuse de suivre la mode  
d'un instantané, d'un effet de surface, d'une pratique. N'a-t-il  
pas professé qu'il faut, dans l'art, se réinventer et tout redé-  
couvrir ? Il se remettra à l'œuvre, dépassant au bannier de  
se compléter dans l'œuvre, approuvé et plus par son  
entourage. Il s'agit d'acquiescer, s'il s'immobilise,  
c'est qu'il est en train de penser.

L'œuvre d'un homme qui refuse de suivre la mode  
d'un instantané, d'un effet de surface, d'une pratique. N'a-t-il  
pas professé qu'il faut, dans l'art, se réinventer et tout redé-  
couvrir ? Il se remettra à l'œuvre, dépassant au bannier de  
se compléter dans l'œuvre, approuvé et plus par son  
entourage. Il s'agit d'acquiescer, s'il s'immobilise,  
c'est qu'il est en train de penser.

Un homme qui refuse de suivre la mode d'un instantané, d'un effet de surface, d'une pratique. N'a-t-il pas professé qu'il faut, dans l'art, se réinventer et tout redécouvrir ? Il se remettra à l'œuvre, dépassant au bannier de se compléter dans l'œuvre, approuvé et plus par son entourage. Il s'agit d'acquiescer, s'il s'immobilise, c'est qu'il est en train de penser.



Portrait de Mlle Leroy, 1936

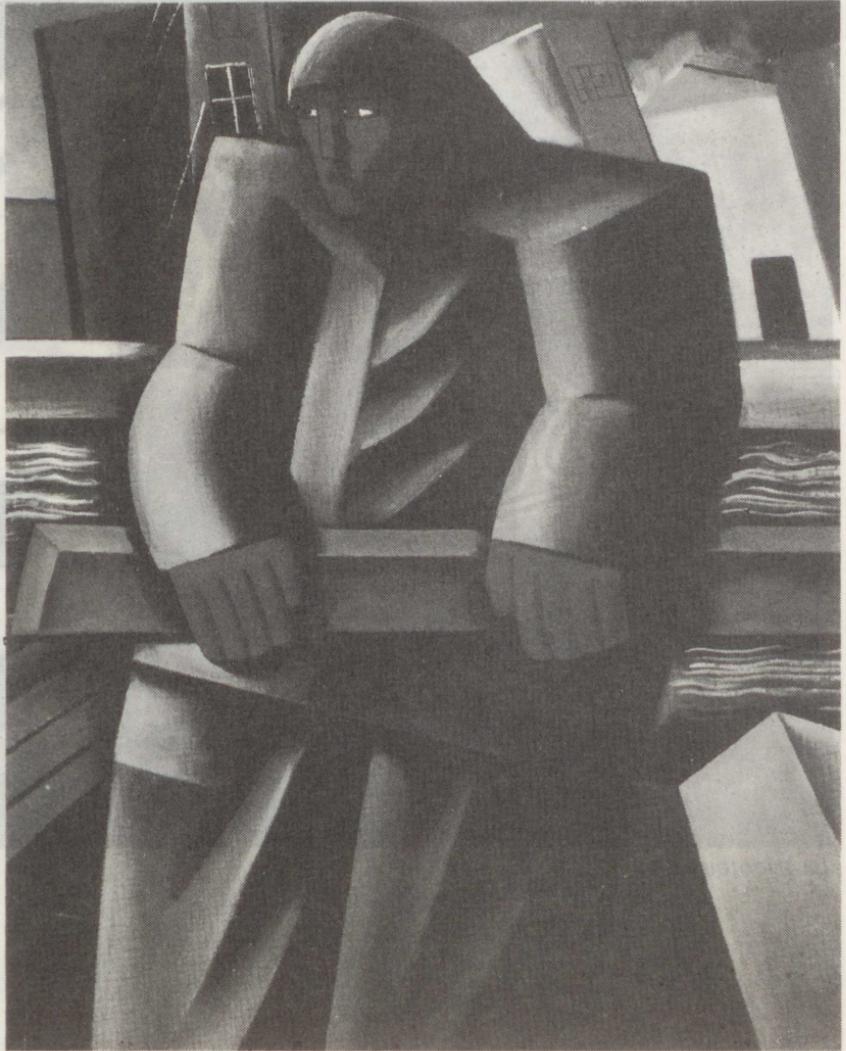


*Les cheveux noirs, 1931*

Museo. 1934



Maryse, 1934



*Le pilote, 1939*



*La tricoteuse*

1897, etalig e.l

# La révolution cubaine et les catholiques

Pourquoi parle-t-on si peu de la situation des catholiques et de la place du sentiment religieux à Cuba ?

Pourquoi ce silence quasi général, alors que le phénomène religieux et son impact sur l'action politique en Amérique latine provoque un foisonnement d'études ?

Serait-ce parce que les relations Etat-Eglise à Cuba, « territoire libre des Amériques », ne sont plus conflictuelles ?

En tout état de cause, il me semble que le rappel de quelques données de base de ce dossier peut être intéressant.

## SUI GENERIS

Le catholicisme présente depuis longtemps à Cuba des caractères spécifiques.

Certes, comme dans les autres colonies espagnoles (et Cuba a gardé ce statut jusque 1898) Rome a confié l'évangélisation des populations du Nouveau monde à la Couronne. Ce « patronage royal » a eu pour effet que l'évangélisation s'est pliée aux exigences de la colonisation. Elle a donc affecté en Amérique latine des formes diverses, selon l'influence particulière des ordres religieux qui se sont déployés ici ou là (dominicains, franciscains, jésuites, etc.).

A Cuba, tout indique que la « christianisation » des indigènes a été confiée à des aventuriers très soumis à la Couronne espagnole. Ce clergé, peu cultivé, après avoir cautionné les massacres d'Indiens, a sacralisé l'esclavagisme et ne s'est pratiquement intéressé qu'aux Blancs — propriétaires fonciers et ensuite bourgeois. L'Eglise s'est donc identifiée avec le pouvoir colonial et avec la classe dominante; elle a été le principal soutien idéologique de la colonisation. C'est tellement vrai qu'en 1898, la hiérarchie et une grande partie du clergé ont quitté l'île avec les troupes espagnoles.

De nombreux documents attestent, tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, de l'absence de l'Eglise catholique dans les campagnes cubaines : en dehors des villes et singulièrement de La Havane, il n'y avait ni prêtres paroissiaux, ni écoles. A La Havane même, l'implantation des églises

privilegiait systématiquement les beaux quartiers. En 1866, l'évêque de la capitale s'adressant à la reine Isabelle évalué à 15.000 (sur 200.000 habitants) le nombre de fidèles fréquentant la messe dominicale.

Cet engagement de classe de l'Eglise, sa localisation sociale et même géographique, auront des conséquences à long terme : non seulement la population noire et métissée est étrangère au culte catholique, mais le mouvement pour l'indépendance nationale va naturellement se situer en opposition à un clergé qui a partie liée avec le pouvoir colonial. C'est ainsi que le nationalisme cubain a une forte coloration anticléricale, qu'allait encore accentuer un vigoureux courant maçonnique (encore vivace aujourd'hui).

Encore faut-il ajouter au fait incontesté d'une pénétration catholique très limitée — en surface et en profondeur — le phénomène d'un certain syncrétisme avec des cultes africains. Si le peuplement noir de Cuba a été ignoré par l'Eglise, il a pesé sur le sentiment religieux : des cultes africains — surtout Yoruba — se sont mélangés ou confondus avec des rites catholiques. Le cas le plus répandu est sans doute celui du culte de la « Virgen de la Caridad y del Cobre », Notre-Dame de la Charité et du Cuivre, où la frontière entre la Vierge et une divinité (masculine) Yoruba est introuvable. Ce syncrétisme a préoccupé certains dans l'Eglise; en 1953, un groupe de jésuites de Cuba tentait d'en cerner l'ampleur et les formes. Dans « La Danse sacrée » le grand romancier cubain A. Carpentier y a consacré des pages savoureuses.

## DÉSINTÉRÊT POUR LES OPPRIMÉS

Après 1898, Cuba passe de la domination coloniale espagnole à la domination néo-coloniale des Etats-Unis. La 1<sup>re</sup> Constitution de la République cubaine (1902) établit la séparation de l'Eglise et de l'Etat et proclame la liberté du culte. Au cours des années trente, en même temps que s'introduisent dans l'île une série d'Eglises protestantes, Rome y envoie des missionnaires européens et veille au développement du réseau de collèges. En 1935, des relations diplomatiques se nouent entre Cuba et le Vatican. Elles n'ont jamais été rompues.

Cette relative revitalisation de l'Eglise ne modifie pas ses choix fondamentaux. Une part importante du clergé est espagnole et phalangiste; les collèges (il y en aura finalement 339) restent réservés aux enfants des familles cossues, des classes-pour-pauvres-méritants servant à prouver les bons sentiments de l'institution. L'indifférence pour les opprimés reste ce qu'elle était. En 1942, un jésuite fonde le mouvement Démocratie sociale chrétienne, qui entend diffuser la doctrine sociale de l'Eglise; des mouvements d'Action catholique sont mis sur pied, dont la JOC.

Quand Batista prend le pouvoir en 1952, le cardinal Arteaga se tait. Deux mois plus tard, il organise un pèlerinage national, utilisant un avion militaire pour promener de ville en ville l'effigie de la Vierge de la Charité et du Cuivre. Les liens entre la hiérarchie et le dictateur resteront étroits jusqu'au bout. Mais des prêtres entrent dans le mouvement national d'opposition, en particulier dans le Mouvement du 26 juillet. On en retrouvera aux côtés de Fidel, dans le maquis. Et il importe de souligner qu'un de dirigeants les plus prestigieux de la Fédération des étu-

dians universitaires (FEU), José Antonio Echeverría, justifiait son action patriotique — une action qui lui a coûté la vie le 13 mars 1957 — en invoquant Dieu. Nous en reparlerons.

53-58 : de l'assaut de la caserne Moncada à Santiago à la fuite de Batista, ce sont les années décisives pour la lutte de libération de Cuba. Le 1<sup>er</sup> janvier 1959, les forces révolutionnaires qui avaient commencé par investir la Sierra Madre, entrent à La Havane.

Une nouvelle ère commence, dont on vient de célébrer le 25<sup>e</sup> anniversaire.

## **UNE PREMIÈRE PHASE : CONTRE LE COMMUNISME**

Les mesures promulguées en 1959 par le jeune pouvoir révolutionnaire (réduction des loyers, 1<sup>re</sup> réforme agraire) ne suscitent pas l'opposition de la hiérarchie. Mais cette opposition va s'affirmer bientôt, en prenant pour cible non des réformes concrètes, mais « le communisme ». Au début de 1960, l'évêque auxiliaire de La Havane, Eduardo Boza Masvidal, déclare incompatibles le christianisme et le marxisme. De son côté, l'archevêque de Santiago dénonce dans quatre lettres pastorales l'infiltration communiste dans la révolution, mettant en garde les catholiques qui l'appuient encore. Le 7 août, une lettre pastorale de tous les évêques condamne le communisme mais affirme ne pas craindre de profondes réformes sociales. Le 4 décembre 1960, les évêques adressent à Fidel Castro une lettre ouverte lui demandant de rejeter le communisme.

Pour rappel, c'est au cours de cette année 1960, le 7 juillet exactement, que les USA refusent d'acheter le sucre cubain dont ils sont traditionnellement acquéreurs. Peu après, ce sera le blocus économique et commercial. Parallèlement, les relations de Cuba avec l'URSS vont s'intensifier.

A l'évidence, on se trouve à un tournant. La hiérarchie qui a toujours été du côté de la classe dominante et éloignée du peuple, ne se résigne pas à la révolution (— qui n'est pas communiste d'ailleurs : elle en est encore, dans ces années, à la phase dite du programme de Moncada). Un exode vers les Etats-Unis se dessine dans les derniers mois de 1959 et va s'amplifier en 60 et 61; il englobe beaucoup de catholiques. Après la nationalisation (le 1<sup>er</sup> mai 1961) des collèges privés, les religieux de Cuba sont encouragés par leurs supérieurs à quitter l'île; un millier environ suivront ces recommandations. Aucun ecclésiastique n'a été incarcéré, mais le 17 septembre 1961, une centaine de prêtres — dont la majorité sont Espagnols franquistes — sont expulsés pour activités contre-révolutionnaires. Certains reviendront au pays dès 1963.

## **COEXISTENCE**

Sept mois plus tard, a lieu la fameuse tentative de débarquement US dans la Baie des Cochons, tentative qui se solde par une écrasante défaite pour les Etats-Unis et leurs amis anticastroistes. L'évènement marque avec éclat l'irréversibilité de la révolution. Et cette irréversibilité sera comprise et acceptée plus rapidement par certains responsables du Vatican que par la hiérarchie catholique de Cuba. Le rôle du nonce

apostolique Cesare Zacchi sera considérable à cet égard; son activité, à partir de 1962 contribuera à rendre vie aux rapports entre Etat et Eglise. A noter : c'est en octobre 1962 que s'ouvre le concile Vatican II. Les événements que nous avons évoqués s'inscrivent dans une histoire préconciliaire.

Le pouvoir révolutionnaire se consolidant et Vatican II aidant, une phase de coexistence non conflictuelle s'est ouverte à Cuba entre l'Eglise et l'Etat après 1963. Il est difficile de dater cette évolution avec précision, mais il est certain que Mgr Zacchi en a été un actif artisan. (\*)

Sans qu'on puisse parler d'une véritable déclaration de paix des évêques au pouvoir, on note en avril 68 une lettre pastorale qui condamne le blocus économique des Etats-Unis et dix ans plus tard une déclaration de la conférence épiscopale appuyant une initiative gouvernementale en vue d'un dialogue avec les Cubains de l'extérieur. Les deux séminaires (La Havane et Santiago) fonctionnent sans heurts, fréquentés par une soixantaine d'étudiants au total. Dix à douze d'entre eux sont consacrés prêtres chaque année. René David, professeur de théologie dogmatique au séminaire San Carlos de La Havane a entrepris une réflexion sur « une théologie de la réconciliation ». On est loin des attitudes de Mgr E. Boza Masvidal...

## REVOLUTION ET FOI RELIGIEUSE

« Le peuple de Cuba est révolutionnaire et son sentiment religieux n'est pas en contradiction avec ses sentiments révolutionnaires » a déclaré Fidel Castro dans un discours télévisé, au lendemain du congrès eucharistique qui avait eu lieu en septembre 1959 à La Havane, et où la hiérarchie catholique avait feint d'ignorer la présence du président de la république ainsi que de premier ministre. « Nous avons été invités à ce congrès et nous y avons pris part, comme nous prenons part à un congrès protestant, maçonnique, etc., parce que c'est un devoir du gouvernement de respecter les croyances religieuses du peuple, devait encore déclarer Fidel. Notre révolution ne s'oppose en aucune manière à la religion; au contraire, puisque se rejoignent le souci de servir l'homme et celui de combattre les injustices, a-t-il dit. Et d'ajouter : « Les simples qui ont participé à cette manifestation sont les mêmes que ceux qui assistent aux manifestations révolutionnaires ».

Le 10 août 1960, Fidel reprend ce thème. « La révolution n'a pas été faite pour lutter contre les prêtres, la révolution a été faite pour lutter contre les latifundistes. Elles n'a pas été faite pour lutter contre les églises, mais pour lutter contre le crime, contre l'exploitation, contre la corruption ».

Le 27 novembre 1960, après une vague de nationalisations, Fidel rappelle que « ceux qui ont été crucifiés à Rome, ceux qui ont été déchi-

(\*) Dans une interview malheureusement non datée mais que reproduisit Guisepppe Vaccari dans son volume « *Théologie et révolution* », paru en 10/18 à Paris en 1971 sous les numéros 539/540/541, Mgr Zacchi déclare notamment : « Les relations existantes entre le gouvernement et l'Eglise (à Cuba) sont très cordiales. Il n'y a eu aucune sorte de persécution contre les prêtres, encore moins a-t-on fermé les églises et interrompu les services religieux. » (...) A Cuba, quand on ne sème pas d'action contre-révolutionnaire, personne n'est inquiété » (...)

rés par les fauves au Colisée sans renier leur foi, n'étaient pas les fils de patriciens romains... La foi est solide chez ceux qui ne sont pas habitués aux plaisirs de la classe dominante... ». « La révolution a été faite contre les privilèges, contre les intérêts économiques des classes privilégiées. N'était pas en cause en problème de religion, mais bien un problème d'intérêts matériels, d'argent, un problème économique. Tout le reste, la foi, la religion et d'autres choses encore ont été utilisées comme prétexte pour aggraver la blessure. Or cette blessure ne concerne ni la religion, ni la foi, mais plutôt de mesquins et égoïstes intérêts particuliers ». Fidel devait encore ajouter : « On peut servir la révolution et en même temps avoir une foi religieuse. La république reconnaît la liberté de culte, elle respecte les croyants et les non-croyants ». Il le répétera le 13 mars 1962 : « On sait qu'un révolutionnaire peut avoir la foi ». « Dans la lutte pour la libération nationale, ajoute Fidel, dans la lutte contre l'impérialisme, tous les éléments progressistes et patriotiques doivent s'unir, depuis le catholique sincère, qui n'a rien de commun avec l'impérialisme et le latifundisme, jusqu'au vieux militant marxiste... »

En 1966, Fidel déclare à la revue mexicaine *Sucesos* qui l'interviewe : « Il n'existe aucun problème religieux ni aucun élément de tension entre le gouvernement révolutionnaire et l'église catholique; nos relations sont normales ». Il confirme dans la même interview qu'il n'existe aucune incompatibilité entre foi religieuse et révolution. A l'appui de ce propos, il cite les cas du Père Sardinias, qui fut commandant des Forces révolutionnaires, et de Camillo Torres, prêtre mort au combat en Colombie.

Le 27 octobre 1977, à lieu à Kingston (Jamaïque) une rencontre avec les représentants des églises. C'est l'occasion pour Fidel Castro de déclarer : « En général, Cuba est considéré comme un pays catholique. Je ne suis pas d'accord avec cette formule qui résulte d'une confusion. Il y a certes à Cuba beaucoup de gens baptisés par l'Eglise catholique, mais à la campagne il n'existe pas un sentiment religieux catholique, même chez les baptisés. L'immense majorité de la population est croyante. Mais que signifie cette foi ? Il s'agit à mon avis d'une espèce de cocktail de toutes les croyances ». Fidel devait rappeler à ce propos le culte de la Vierge de la Charité et du Cuivre, le culte de Saint Lazare et certaines pratiques animistes. A la même rencontre, Fidel a dit que des problèmes ont surgi avec l'Eglise catholique quand la Révolution a pris un caractère de profond changement social, quand ont été arrêtées les premières mesures révolutionnaires qui portaient atteinte aux intérêts de la classe la plus riche. A surgi un conflit non entre la révolution et les idées religieuses, mais entre la Révolution et une classe sociale qui a tenté d'utiliser l'église comme une arme contre la révolution, a déclaré Fidel.

## LA « SAINTE » COLERE DE FIDEL

Mieux encore que ces diverses citations, une intervention de Fidel Castro — déjà ancienne il est vrai, puisqu'elle date de mars 1962 — éclaire l'attitude du dirigeant cubain envers le sentiment religieux. Cette intervention a lieu à La Havane sur le grand escalier de l'univer-

sité, à l'occasion du cinquième anniversaire de la mort héroïque de Jose Antonio Echevarria (voir plus haut). Président de la Fédération des étudiants universitaires, cosignataire avec Fidel Castro de la « Charte du Mexique », qui visait à unir la jeunesse universitaire de l'Amérique latine contre l'oppression yankee, Jose Echeverria est mort dans une attaque du palais présidentiel de Batista. Il a été l'apologiste d'une « théologie du tyrannicide ».

L'hommage qui lui a été rendu en 1962 comportait la lecture du testament politique du héros. Mais la lecture fut tronquée : un groupe de militants sectaires estima judicieux d'épurer le texte de toute allusion à Dieu. Or Fidel Castro connaissait bien la pensée de Jose Antonio, et il connaissait bien son testament. Il ne laissa pas passer cet incroyable exercice de censure. Le soir même, en public, il en analysa la portée et cette analyse fut publiée dans la revue « Cuba socialista » d'avril 1962. « Nous croyons que le moment d'agir est arrivé, nous avons l'assurance que la pureté de nos intentions nous vaudra la grâce de Dieu pour accomplir le royaume de la justice dans notre patrie » : telles étaient les trois lignes « omises ».

Et voici un *bref* extrait du commentaire de Fidel : « Sommes-nous donc, camarades, sommes-nous donc assez lâches, assez stupides pour venir lire ici le testament de Jose Antonio Echeverria avec assez de couardise, de bassesse morale pour supprimer ces trois lignes ? Nous convient-il seulement de regarder si ces trois lignes du camarade Jose ont été l'expression d'une conviction ou une manière de parler ? Allons-nous supprimer ce qu'il a écrit ? Allons-nous supprimer ce en quoi il a cru ? Et nous sentons-nous troublés simplement par ce qu'il a pensé, pour ses idées religieuses ? Quel genre de confiance avez-vous dans vos propres idées ? Quelle est donc la conception que vous vous faites de l'Histoire ? Comment l'Histoire peut-elle se comprendre avec une telle étroitesse d'esprit ? Comment peut-on croire que l'Histoire est une chose morte, putréfiée, immobile ? Pourra-t-on jamais appeler une telle lâcheté « une conception dialectique de l'Histoire » ? Pourra-t-on appeler « marxisme » pareil mode de penser ? Pourra-t-on appeler socialisme une fraude pareille ? »

Entre l'accès — si réconfortant ! — d'indignation de Fidel en 1962 et la conviction qu'il exprime au dernier congrès du Parti communiste cubain (décembre 1980) à propos du Nicaragua, la filiation est directe. « La lutte au coude à coude des éléments révolutionnaires chrétiens, en ce compris des prêtres et des membres de la hiérarchie catholique, avec les forces de gauche, constitue un levier important pour les grands changements historiques qui se déroulent dans nos pays ».

## ET « LA » RELIGION ?

Ces textes (dont nous avons peut-être été trop prodigues) éclairent parfaitement le comportement du pouvoir envers les personnes animées par la foi religieuse. Lors de son 1<sup>er</sup> congrès, le Parti communiste cubain devait y revenir — notamment en proclamant l'égalité en droits et en devoirs de tous les citoyens, qu'ils professent ou non des croyances religieuses. Mais le congrès ajoutait un second volet à son approche du problème, en examinant *l'attitude envers la religion en tant*

*qu'idéologie.* Cette idéologie donne du monde une conception antiscientifique, donc erronée, dit le texte, et de rappeler « le principe léniniste d'après lequel la lutte pour une conscience scientifique, libre de préjugés et de superstitions est subordonnée à la lutte pour la construction de la nouvelle société et pour la consolidation des rapports socialistes correspondants, lutte à laquelle ont participé, participent et doivent absolument participer croyants et athées ». Il s'agit donc, poursuit la résolution du 1<sup>er</sup> congrès du PCC, par la diffusion du matérialisme dialectique et historique de délivrer les masses des dogmes, superstitions religieuses et préjugés. Ce développement est néanmoins suivi par un hommage explicite à Camillo Torres, prêtre colombien qui a donné sa vie pour la cause populaire, et par la reconnaissance — tout aussi explicite — que la révolution cubaine a pu compter « sur le soutien militant, précieux et enthousiaste de ces mouvements » (groupes chrétiens révolutionnaires).

Le dernier congrès du PCC (1980) a lui aussi adopté une résolution relative à la religion, à l'Eglise et aux croyants. On y réaffirme le droit des citoyens de professer n'importe quelle religion ou croyance ou de n'en professer aucune — dans le respect de la Constitution. On s'y réjouit de l'accroissement d'échanges de délégations portant sur des problèmes religieux. On y acte la part active de chrétiens aux luttes de libération nationale, par exemple au Nicaragua ou au Salvador. L'alliance stratégique avec ces secteurs révolutionnaires est à nouveau jugée de manière très positive. Dans son dernier alinéa, la résolution encourage « une étude approfondie des fondements théoriques et politiques » des positions adoptées par le congrès de 1975. Il est permis d'y déceler le souci de mieux définir le concept de religion, de mieux cerner la notion de « conscience scientifique, libre de préjugés et de superstitions ».

Car enfin, *la religion* peut-elle être définie une fois pour toutes, dans l'absolu ? Produites par les hommes, les religions sont des réalités sociales, modelées par l'histoire, complexes et mouvantes, et que Marx n'a pas réduites à « l'opium du peuple ». Il a montré que la religion peut être l'expression d'une détresse et protestation contre cette détresse. C'est au nom de leur foi et pas en dépit d'elle que Jose Echeverria et Camillo Torres sont morts dans la lutte anti-impérialiste.

Ce type de sentiment religieux, qui stimule l'aspiration à une société socialiste — comme le notait déjà Palmiro Togliatti en 1963 — a trouvé en Amérique latine un terrain prodigieusement fertile. Le pouvoir cubain le voit, le sait, le vit quotidiennement. Est-il encore possible dès lors d'identifier la religion à un lot de superstitions ? Peut-on admettre que des pratiques antiscientifiques, superstitieuses sont le monopole des personnes qui se déclarent croyantes ? Et l'affiliation à un parti qui se réclame du socialisme scientifique met-elle à l'abri de comportements dogmatiques ?

Toutes ces questions, brûlantes et difficiles, ont déjà été longuement débattues. Le débat et l'étude se poursuivent, à Cuba aussi. Le climat de coexistence crée entre l'Eglise et l'Etat, le respect témoigné (et théorisé) aux croyants, la recherche et la pratique du dialogue augurent bien de la fécondité du débat et de l'étude en cours.

# EN DIAGONALE

## UN NOUVEAU SIGLE A RETENIR : I.E.M.

L'Institut d'études marxistes — lisez I.E.M. — vient d'être présenté à la presse.

Sa création avait été annoncée au terme du colloque consacré à « L'actualité de Marx », colloque tenu en novembre 1983 à la Vrije Universiteit Brussel.

La présentation du nouvel Institut en tant que A.S.B.L. bilingue mais domiciliée sur le campus de la V.U.B. en raison du soutien dont il bénéficie de la part des autorités académiques de cette université fut assurée par deux des principaux membres fondateurs, les professeurs J.P. De Waele et E. Mandel auxquels s'étaient joints le recteur de la V.U.B. le professeur O. Steenhout, et le président du conseil d'administration L. Corijn.

Dans son introduction, J.P. De Waele souligna quelques points essentiels concernant les origines du nouvel institut et tout d'abord le fait que le projet avait germé au sein du comité organisateur du Colloque international à partir d'une constatation — le nombre de personnes se réclamant du marxisme ou se rattachant à ce courant d'idées dans notre pays est nettement plus élevé qu'on ne pourrait le croire mais la plupart du temps ces personnes ignorent mutuellement leur existence. A cet égard, et en dépit des débuts forcément modestes du nouvel institut, il importe de souligner l'importance de l'évènement que représente sa création, — importance qui ressort tout particulièrement du contraste qu'il crée avec les insuffisances théoriques et idéologiques du mouvement ouvrier et démocratique en Belgique. Autre aspect spécifique de la création de l'I.E.M. : son urgence dans le contexte de la situation politique et économique tant nationale qu'internationale. En effet, le déferlement de la vague néo-libérale qui accompagne l'offensive des forces de droite et le recul de la gauche dans les pays industrialisés rend indispensable l'organisation d'une résistance idéologique dont pourront s'inspirer ceux qui mèneront la contre-offensive.

Le recteur de la V.U.B. a centré son exposé sur les problèmes nouveaux et complexes résultant des perspectives ouvertes par la « troisième révolution industrielle » dans la conjoncture de crise. Il a insisté sur le fait que l'analyse de la situation actuelle et des mutations sociales dont elle est grosse nécessite le développement et l'application d'outils intellectuels appropriés. Or parmi ceux-ci la théorie marxiste occupe une place de choix en raison de la manière dont elle conceptualise les transformations sociales à partir des modifications que le développement des forces productives impose aux relations de production et aux structures sociales et politiques soutendues par celles-ci. La création d'un Institut d'études marxistes offre donc bien plus qu'un intérêt académique. Il ne s'agit de rien moins, a-t-il indiqué, que de mettre en chantier une organisation scientifique capable tout à la fois de penser et de résoudre les problèmes essentiels de notre temps et aussi d'enseigner et de répandre les conceptions dont devront s'armer les futurs agents du chantier social afin d'en assurer les futurs agents du changement social afin d'en assurer la réalisation révolutionnaire.

Quant à Mr. Corijn, président du conseil d'administration de la V.U.B., il

s'attacha à mettre en évidence les multiples liens unissant la libre-pensée et la pensée marxiste. Les libertés académiques ne pouvant que bénéficier du développement de théories dont la critique sociale constitue le nerf, la création d'un Institut d'études marxistes vient renforcer les principes de base dont s'inspire la V.U.B. Il est donc tout naturel que les autorités académiques de la V.U.B. lui apportent leur soutien actif.

Tout en marquant son accord avec les orateurs précédents, le professeur E. Mandel mit l'accent sur le pluralisme politique caractérisant l'I.E.M. qui n'est pas un instrument politique et par conséquent ne peut être conçu comme inféodé à un parti politique ou à une tendance politique particulière. Ce pluralisme est d'ailleurs une condition indispensable à la fécondité de ses activités. D'autre part, ce pluralisme politique marxiste qui constitue en quelque sorte le pari fondamental des membres fondateurs de l'I.E.M. n'est rien moins qu'une innovation audacieuse qui n'a nulle part sa pareille. Aussi en raison des perspectives nouvelles qu'elle offre représente-t-elle une expérience du plus haut intérêt précisément dans la mesure où des thèmes nouveaux tels que l'avenir du travail humain s'imposent avec une urgence toute particulière à la réflexion des marxistes de toutes les tendances.

En réponse aux questions posées et au cours de la discussion qui suivit, il fut rappelé que sur le plan des conférences et des journées d'étude deux thèmes essentiels ont déjà retenu l'attention du comité provisoire. Tout d'abord, suivant une suggestion du professeur E. Mandel qui rejoint les préoccupations de nombreux professeurs de la V.U.B., inquiets de l'indifférence de l'actuel gouvernement envers les conséquences sociales de la troisième révolution industrielle, il y a le problème de l'avenir du travail humain. Ensuite, un plan élaboré par le professeur P. Frantzen comporte une série d'exposés fondamentaux traitant de l'intégration économique européenne.

En ce qui concerne les séminaires et groupes de recherche, mentionnons un projet de recherches concernant la théorie de la dialectique, une collaboration avec des chercheurs de l'Institut de sociologie de l'U.L.B., et enfin en collaboration avec des psychologues allemands tenants de la « Psychologie critique » l'organisation de rencontres consacrés aux rapports entre psychologie et marxisme.

Les activités d'enseignement et de formation ainsi que l'organisation d'un centre de documentation font actuellement l'objet d'enquêtes préalables destinées à évaluer les ressources disponibles. Des plans précis seront élaborés dès que la première assemblée générale de l'I.E.M. qui doit se tenir dans un proche avenir aura eu lieu et qu'un comité directeur aura été élu.

Dès à présent tous les renseignements au sujet de l'I.E.M. peuvent être obtenus auprès du secrétariat situé à la V.U.B. Bat. C, tél. : 641.25.18.

**J.M.**

## NEO-LIBERAUX ET DROIT DE GREVE

Louis Michel et Guy Verhofstadt ont présenté le 19 janvier à la presse quatre propositions de loi dont ils annonçaient le dépôt au greffe de la Chambre et du Sénat. But proclamé de l'initiative néo-libérale : « démocratiser les relations sociales ». Les partenaires gouvernementaux du PRL et du PVV, invités à s'associer à

ce noble dessein, ont jusqu'à présent gardé le silence, approfondissant l'étude des textes. Ces textes sont ambitieux (\*).

La proposition 640 vise à modifier la loi de 1948 sur les conseils d'entreprise. La proposition 641 entend combattre la pratique du « closed shop ». La proposition 642 vise à parfaire le Code pénal en matière de piquets de grève. Enfin, la 643 veut rendre obligatoire dans certaines conditions l'organisation d'un referendum du personnel, après le déclenchement d'une grève.

Toutes quatre ont une caractéristique commune : un hommage insistant y est rendu à la démocratie, aux libertés d'expression et d'association et même au droit de grève. Alors que Jean Gol fait grief à la RTBF de trop parler des grèves, on peut lire dans un « développement » signé Bascour que même « un homme respectable peut juger que dans certaines circonstances sa place est parmi les piquets de grève »...

Le PRL et le PVV n'ont pas cru devoir mettre brutalement en cause le droit de grève. Ils ont choisi par prudence tactique de célébrer la liberté de travailler, le droit de ne pas suivre les directives d'une organisation syndicale, la liberté de combattre la puissance syndicale. Ils évacuent ainsi toutes les réalités sociales d'hier et d'aujourd'hui qui les gênent.

La proposition 640 par exemple déclare « essentielle » la protection de droits fondamentaux tels que la liberté d'expression et la liberté d'association. Mais elle estime que ce sont les pouvoirs des organisations syndicales qui se sont davantage affirmés que les pouvoirs des travailleurs. Or les pouvoirs des travailleurs, on le sait bien, c'est le souci permanent, lancinant du PRL. La proposition s'insurge contre la représentativité « attribuée » à de grandes organisations syndicales qui, au nom de cette représentativité, bénéficient de monopoles de fait dans le domaine de la concertation sociale. Elle déclare « foncièrement antidémocratique » ce système où les travailleurs ne peuvent voter que pour des candidats « préalablement triés par les appareils ». Et de le comparer avec un système parlementaire où les citoyens ne pourraient voter que pour des partis préalablement déclarés représentatifs par le gouvernement.

Première question aux auteurs du 640 : qu'attendez-vous pour partir en guerre contre l'organisation des polls par les partis politiques lors de compétitions électorales, les polls n'étant autre chose que le triage préalable de candidats par des appareils ?

Seconde question : considérez-vous que le démocratisme se mesure au nombre de formations politiques qui se présentent aux élections ? A ce compte, la ville de Bruxelles est la *plus démocratique* du pays, puisqu'une trentaine de listes y étaient déposées aux dernières élections communales.

Troisième question : la République fédérale allemande, avec son syndicat unique, serait-elle devenue un anti-modèle ?

Sous couleur de défendre le travailleur individuel « qu'il soit syndiqué ou non », les auteurs du 640 s'en prennent en fait à la force syndicale, à laquelle ils rêvent de substituer une atomisation du mouvement ouvrier. Or l'histoire a démontré en Belgique et ailleurs que les droits des travailleurs ne peuvent être défendus que collectivement, au prix d'un tenace investissement dans une force collective. L'arme ultime de cette force, c'est la grève.

(\*) Déposés, au Sénat seulement, à la date du 25 février.

Les gens du PVV/PRL se servent du concept de démocratie politique comme si c'était leur chose, en escamotant que le suffrage universel a été conquis au prix de grèves interdites et réprimées par la bourgeoisie. On sait comment leur discours sur les libertés individuelles se traduit sur le plan de l'audiovisuel, notamment en transformant des radios locales en émetteurs commerciaux. Cette impudence néolibérale, on la retrouve à chaque pas des quatre propositions déposées au Sénat.

Autre exemple : celui du closed-shop, « tentation corporatiste » contre laquelle les sénateurs du PVV et PRL veulent protéger les travailleurs. Ces messieurs craignent que la pratique selon laquelle certains syndicats exigent qu'une entreprise embauche uniquement leurs affiliés ne se développe à la faveur de la crise. Peut-être y a-t-il un relent de corporatisme dans la pratique du closed-shop. Mais il y a bien autre chose encore et il faut un sacré culot aux libéraux, dont toute la politique vise à morceler l'action ouvrière, à casser ou à prévenir son interprofessionnalisation, pour faire ici la fine bouche devant une « tendance corporatiste ».

Pour le surplus, l'« équilibre » que leur proposition prétend rétablir entre liberté d'association des patrons et liberté d'association des travailleurs est une duperie. Les patrons disposent en effet d'assez de pouvoirs sans qu'il faille — pour les protéger — enrichir le Code pénal d'une nouvelle infraction : le droit de licencier leur suffit largement. Chacun sait que les amendes administratives infligées aux employeurs sont le plus souvent annulées. Le non-équilibre est total. Et au souverain pouvoir patronal, les travailleurs n'ont rien d'autre à opposer que la construction d'une force collective, qui sert aussi les non-syndiqués.

Sans même poursuivre l'analyse des propositions néolibérales, on aperçoit que l'initiative, qualifiée par leurs auteurs de « modérée », a une portée politique et idéologique non-négligeable. Ce n'est pas à un débat juridique que MM. Michel et Verhofstadt convient le Parlement et l'opinion publique, c'est à un affrontement de classes.

La grève n'est pas un hochet. Elle a certes affecté au 19ème siècle des aspects plus frustes qu'aujourd'hui, face à une répression plus meurtrière. Mais, répétons-le, ni le suffrage universel, ni l'instruction obligatoire, ni les 40 heures, ni la sécurité sociale n'existeraient sans l'effet de ces grèves et la force du syndicat.

Si les formes des luttes ouvrières ont évolué, la grève n'est pas devenue un outil anachronique. C'est précisément la raison pour laquelle les néolibéraux tentent de piéger le droit de grève, afin de donner plus d'espace à l'arbitraire patronal et à la liberté d'exploiter.

## R.L.

# LIVRES

## La production sociale des femmes par Géry COOMANS

Géry Coomans avait déjà consacré un mémoire de licence en sciences économiques aux spécificités du travail féminin, qu'il avait étudié de près dans le secteur des banques et assurances.

(\*)

Il a depuis lors approfondi et affiné sa recherche. L'ouvrage qu'il livre aujourd'hui ne passera pas inaperçu. Non seulement parce qu'il est rarissime qu'un économiste de sexe masculin s'attache aux problèmes des travailleuses. Mais aussi parce que cet économiste rend à l'action féministe un hommage dûment motivé.

« La production sociale des femmes » nous apparaît comme une analyse marxiste de la condition féminine, analyse qui fait la place qu'ils méritent à une série de facteurs ne relevant pas de la lutte des classes. Sans jamais oublier celle-ci.

Géry Coomans part d'un constat fondamental. La force de travail qui, comme chacun sait, s'achète et se vend, n'est pas une marchandise ordinaire, encore moins un objet inerte. Elle ressortit certes à des déterminismes économiques, mais aussi à des déterminismes d'instances culturelles, idéologiques et politiques. Ce n'est pas nouveau et c'est toujours vrai. En particulier, quand il s'agit de la force de travail féminine, la seule fonctionnalité économique — fût-elle puissamment éclairante — ne suffit pas à rendre compte de ses caractères spécifiques, ni sur le plan des salaires, ni dans ses implications familiales. En effet, le travail féminin, s'il relève du marché de la

force de travail, relève aussi d'un univers non-marchand, domestique. C'est l'ensemble du travail fourni dans les deux sphères, avec ses multiples interférences, qui constitue le travail social féminin et justifie le titre de l'étude. Les rôles féminins sont étudiés dans la sphère marchande et dans la sphère domestique, avec entre les deux et constituant une charnière — le salaire féminin.

D'une part, les femmes se retrouvent aux côtés des hommes, face au capital et c'est la lutte des classes qui joue — sans que les travailleuses ne disposent à ce niveau d'appareils féminins ou féministes. D'autre part, les femmes se trouvent face aux hommes, aussi bien à l'entreprise qu'à l'école ou au foyer. Et là, le féminisme apparaît comme une réaction autonome à une infériorisation spécifique. Les investigations de l'auteur montrent qu'il n'y a pas de cloison étanche entre les deux sphères.

Le problème de la tenace infériorisation des salaires féminins retient à bon droit son attention. Nous ne tenterons pas de résumer ici un chapitre très dense, mais nous voudrions relever une indication et un raisonnement.

L'indication. L'infériorité salariale de la femme croît avec l'âge. C'était vrai vers 1850, c'est encore vrai un siècle plus tard. A 16 ou 18 ans, filles et garçons ont un salaire sensiblement équivalent. Après 20 ans, l'écart se creuse, sous l'effet des facteurs maternité/paternité.

Par ailleurs, l'auteur fait une démonstration qui s'inscrit tout naturellement dans une pensée marxiste non dogmatique : la formation des salaires féminins témoigne d'une certaine autonomie à l'égard de la théorie de la valeur, en raison de divers facteurs — et notamment d'une spécificité féminine au niveau de la lutte des classes et de l'insertion dans les processus sociaux. En d'autres termes, G.C. voit une relative faiblesse dans la situation des travailleuses (comparées aux travailleurs), face au capital. Il décèle un

(\*) Lire dans les CM de mars 1976 : « Y a-t-il un travail spécifiquement féminin ? », par Géry Coomans et Claudine Cyprès.

retard dans le processus de réification des femmes, ce mouvement général par lequel le mode de production capitaliste soumet au marché la satisfaction de besoins par ailleurs de plus en plus nombreux et divers.

On peut apprécier autrement que Géry Coomans cette faiblesse et ce retard. Il nous apparaît néanmoins incontestable que ces éléments — souvent escamotés dans l'analyse — pèsent sur la condition féminine.

De même, pour expliquer cette « anomalie » économique qu'est le licenciement prioritaire des femmes en cas de récession, alors que leurs salaires sont plus bas, il faut faire intervenir d'autres éléments que salariaux : jouent ici la mobilité et l'interchangeabilité assignées aux emplois féminins par le mode de production capitaliste.

G.C. ne néglige pas pour autant les déterminismes économiques. Il rappelle ce qu'il avait déjà démontré en 1976 et qui reste essentiel : « ce n'est pas la féminisation qui explique les bas salaires ou la basse productivité. C'est le niveau de la composition organique du capital, la basse productivité et la contrainte sur les salaires qu'elle implique, qui déterminent la féminisation ».

G.C. pose aussi beaucoup de questions, par exemple sur la famille actuelle, « ensemble résiduaire » qui n'est « pas motrice de grand'chose », et dont il se demande si le mode de production capitaliste a vraiment besoin. Questions aussi sur le « surtravail » de la ménagère, qu'il laisse sans réponse, préférant, dit-il, ouvrir le champ des réponses à des arguments d'ordre superstructurel.

« La production sociale des femmes » n'est pas d'une lecture aisée. Son introduction, très riche, se serait peut-être mieux située au terme de l'ouvrage qu'au début. Mais qu'on ne s'y trompe pas : outre une abondance de chiffres et de faits, le goût de la polémique et la verve de l'auteur en font un livre original et parfois brillant — sur fond austère. Son mérite essentiel est à nos yeux

d'ouvrir des horizons, de stimuler le débat. En montrant que le féminisme — phénomène de notre temps, ignoré par Marx — peut être l'occasion d'un approfondissement de la lutte des classes, qu'il constitue une « lame de fond » vivifiante — même pour les sciences sociales — il donne un nouvel élan à des recherches et des actions ouvertes sur l'avenir et porteuses de progrès.

**R.L.**

Géry Coomans « La production sociale des femmes », 224 pages, 420 F. Editions de l'Université de Bruxelles.

## Les Wallons et la réforme de l'Etat par Freddy JORIS

L'Institut Emile Vandervelde vient de publier dans la collection « Minor » une note de documentation sur « Les Wallons et la réforme de l'Etat », signée Freddy Joris. Il s'agit d'un aperçu historique — de 1890 à 1971 — du Mouvement wallon et des réformes institutionnelles en Belgique. La note n'est pas destinée aux spécialistes de l'histoire ou du droit, mais a été conçue pour un large public, auquel l'auteur entend expliquer « comment et pourquoi la réforme de l'Etat s'est trouvée dès les années soixante, au centre des préoccupations politiques », et d'éclairer des notions telles que autonomie culturelle, régionalisation, 107 quater, etc.

En deux parties et 148 pages, la note de l'IEV retrace donc la naissance et le cheminement des revendications wallonnes avant 1914, l'entre-deux-guerres puis l'après-guerre, la lente et tortueuse évolution d'une réforme de l'Etat inachevée, même à l'heure actuelle.

C'est un outil de travail utile, assorti d'une bibliographie sommaire à la fin de chaque chapitre, et de quelques annexes.

On peut se procurer cette note à l'Institut Emile Vandervelde, 13, Bd. de l'Empereur — 1000 Bruxelles. Prix : 150 F.

## LES MERCENAIRES

Du Katanga au Liban en passant par l'Amérique latine, conflits locaux et guerres civiles ont attiré et attirent encore toujours des vaudours d'un genre particulier : les soldats de fortune, des mercenaires prêts à courir la sordide aventure des guerres pour une bonne poignée de dollars.

Il reste dans ce domaine une offre potentielle permanente, à l'affût des complots et des guerres qui éclatent dans le tiers monde. Le monde des mercenaires forme une caste à part, avec ses ramifications internationales et ses sergents recruteurs spécialisés. Ceux-ci se contentent parfois de recruter des aventuriers par le canal des petites annonces de la presse d'information. Mais ils disposent aussi d'une presse spécialisée, en particulier de deux mensuels publiés aux Etats-Unis : « Soldier of Fortune, the monthly for professional adventurers », et « Gung-Ho, magazine for the international military men ». On y parle métier, contrats, armes et tendances du « marché ».

Le journaliste Serge Dumont vient de dresser un panorama étendu du monde fermé des mercenaires. Son livre (\*), qui repose sur une documentation abondante, ne se veut pas œuvre littéraire. Il se lit plutôt comme un rapport de police, on s'y perd parfois dans l'avalanche des détails et des informations fragmentaires. Mais la matière même qu'il traite rend ce défaut difficilement évitable. Il confirme en tout cas que, « de nos jours encore, le mercenaire reste très apprécié par ceux qui,

ayant perdu le pouvoir, veulent le reconquérir, par ceux qui, n'ayant jamais eu le pouvoir, veulent une part du gâteau, ou par ceux enfin qui, déjà au pouvoir, s'y accrochent par tous les moyens ».

L'aspect le plus intéressant de l'ouvrage est sans doute de mettre en lumière la liaison quasiment permanente entre les principaux recruteurs et les milieux d'extrême-droite. Souvent aussi, ces engagements de mercenaire bénéficient de la complicité plus ou moins active de services secrets occidentaux.

Ainsi, lors de la guerre menée en Angola contre le MPLA d'Agostino Neto par le FNLA et l'UNITA, la CIA américaine et le SDECE français alimentèrent les caisses de ces deux derniers mouvements pour leur permettre d'acheter armes et mercenaires. Les aventuriers recrutés par John Banks et son « Security Advisory Service » partirent vers le Zaïre en transitant par Bruxelles avec, semble-t-il, la bénédiction des polices britannique et belge. Que ce soit au Katanga, aux Comores, au Bénin ou dans d'autres pays d'Afrique, on rencontre d'ailleurs souvent le nom du SDECE aux côtés des opérations menées par des mercenaires.

Leurs relations avec l'extrême-droite remontent souvent à la guerre d'Algérie et à l'OAS. Elles se sont développées depuis au point de s'imbriquer étroitement. Dans presque chaque aventure on retrouve des individus liés aux mouvements « Jeune Europe », « Occident », « Parti des forces nouvelles », etc.

Les groupes de mercenaires servent aussi de structures d'accueil aux terroristes fascistes italiens. Plusieurs d'entre eux ont par exemple collaboré avec Klaus Barbie en Bolivie, au service des régimes militaires qui s'y sont succédé : assassinats politiques, organisation de polices politiques et trafic de drogue s'y entremêlaient pour le plus grand profit de ces nostalgiques du nazisme et du fascisme.

(\*) Serge Dumont : Les mercenaires. Editions EPO. Distribution : Editions Vie Ouvrière, 4, rue d'Anderlecht, 1000 Bruxelles (tél. : 02/512.50.90).

La guerre du Liban a aussi été un terrain d'élection pour les amateurs d'aventures guerrières. Tous les camps ont eu recours à des milices mercenaires, qui servaient en même temps de structures d'entraînement pour les candidats terroristes venus de France, d'Italie, d'Espagne ou d'Allemagne. On les retrouve aussi bien chez les phalangistes chrétiens que dans certains camps palestiniens.

Enfin, il serait faux de croire que les

mercenaires se limitent à mettre leur entraînement guerrier au service de causes lointaines. Ce sont souvent les mêmes que l'on retrouve dans des milices patronales, françaises en particulier, chargées de briser des grèves ou de « corriger » des syndicalistes trop combattifs.

« Une leçon à retenir », conclut Serge Dumont.

V.K.

## contradictions

Sommaire du n° 38  
Hiver 1983-1984, 160 pages

### LES REVENDICATIONS A VIVRE AUTREMENT

<i>Editorial</i>	.....
<b>TABLE RONDE</b>	<i>Les revendications à vivre autrement</i> .....
<b>C. MAROY</b>	<i>De la marginalité au travail autogéré ?</i> .....
<b>G. MAUGER</b>	<i>Du gauchisme à la contre-culture</i> .....
<b>A. ALVAREZ</b>	<i>Le mouvement « Vivre Autrement » : d'autres alliances ?</i> .....
<b>E. LEGRAIN</b>	<i>Pratiques du potentiel humain et travail social. Première partie.</i> <i>Emergence de nouvelles techniques psychothérapeutiques</i> .....
<b>J.-L. DUPONT</b>	<i>Le « retour à la nature ».</i> <i>Nouvelles pratiques sociales ?</i> <i>Nouveau mode de vie ?</i> .....
<b>D. DUPREZ</b>	<i>Les squatters : les genèses sociales d'un mouvement urbain localisé</i> .....
<b>P. DECLERCK</b>	<i>Quatre clochards ou le fantôme de la liberté</i>
<b>DEBAT</b>	<i>L'écologie : une autre approche de la politique ?</i>
<b>J.-M. LEFEBVRE</b>	<i>Les nouveaux travailleurs sociaux, acteurs d'un dépassement de la crise</i> .....

Ce numéro 38 : 250 FB, 40 FF, 8 \$ CAN.

Abonnement annuel (4 numéros) : 600 FB, 100 FF.

Commandes et souscriptions peuvent être réglées par mandat postal, chèque bancaire ou versement :

en Belgique : compte 001-0710071-10 de Contradictions ASBL, 2 avenue des Grenadiers Boite 1 - 1050 Bruxelles;

en France : compte n° 742-728Q de Contradictions, Crédit Lyonnais, Paris, Agence U 421.

# EN REVUES

## « SOCIALISME »

La dernière livraison de la revue « Socialisme » est presque entièrement consacrée au congrès que le PS a tenu à Wavre, le 2 octobre 1983. On y trouve notamment le texte intégral du discours du président Spitaels qui mérite d'être relu avec attention même si les mois ont passé, car il reste un document politique très éclairant dans la situation actuelle. Aussi cette publication justifie-t-elle qu'on l'aborde autrement que sous la forme d'une simple recension.

Sur le plan des idées, le discours de Guy Spitaels est tout à fait clair et cohérent. On peut très facilement le résumer sans le trahir :

1) Pendant 22 mois, le PS n'a rien fait pour gêner le gouvernement qui « a eu sa chance ». Mais le bilan gouvernemental est si catastrophique que, maintenant, « c'en est assez ».

2) Si le PS revenait au pouvoir, il ne rapporterait pas les mesures prises par Martens-Gol. Il chercherait plutôt à promouvoir une « relance sélective » basée sur six propositions : ne pas aller plus loin dans la baisse des salaires « ou » (?) dans une réduction « rapide » des dépenses publiques; mieux préserver et valoriser nos ressources naturelles et industrielles; relancer la construction, la recherche scientifique et l'investissement « en général »; assainir les finances publiques en tablant sur la reprise de la croissance et une meilleure gestion; adopter une nouvelle politique sociale qui, tout en arrêtant la baisse du pouvoir d'achat, procéderait au partage du temps de travail.

3) Les « terrains privilégiés » de la relance sélective sont la construction, les investissements des pouvoirs locaux, la recherche scientifique, l'URE et le développement de l'agro-alimentaire.

4) La réalisation de ce programme

passera par la participation du PS à un gouvernement national et par la fédération « accrue » du pays (donc, pas de « repli wallon »).

5) Pour y arriver, il faut s'entendre entre francophones et ne récuser personne à l'avance, car la révision nécessaire des lois d'août 1980 pose des problèmes extrêmement vastes et complexes. Il s'agit, en effet, de fédéraliser les secteurs nationaux, l'ensemble de l'infrastructure, la politique scientifique, de larges secteurs du crédit public, l'éducation nationale, l'agriculture et toute la politique énergétique.

On voit bien le lien qui relie toutes ces idées entre elles. Si le PS n'a rien fait pour gêner le gouvernement pendant 22 mois, c'était à coup sûr dans l'attente du moment — lequel est venu — où il jugerait possible et opportun d'annoncer que les mesures prises le resteraient. Ce qui n'est rien d'autre qu'une condition nécessaire pour rendre crédible la proposition d'une entente entre tous les partis francophones, PRL inclus. Et pour la faire accepter, en jouant, d'une part, sur l'effet d'usure de luttes qui n'ont jamais pu se développer jusqu'au bout et, d'autre part, sur l'espoir qu'au moins, avec le PS, la régression sociale n'irait pas plus loin...

Le programme est à l'avenant. Non qu'il faille rejeter en bloc toutes les propositions qu'il contient, bien au contraire, mais c'est de toute évidence un programme que la droite jugera sur ce qu'il ne contient pas. Rien sur l'évasion des capitaux, rien sur la taxation des grosses fortunes, rien sur les réformes de structure économiques, rien de vraiment clair sur la réduction de la durée du travail (disons plutôt « partage »). A en croire Guy Spitaels, il suffira de redistribuer quelques dizaines de milliards (sur un budget de 1.800 milliards) pour qu'un effet d'entraînement immédiat se fasse sentir dans l'économie.

S'il ne s'agit que de cela, on se demande pourquoi MM. Martens et Gol ne font pas eux-mêmes l'opération. Ce sont assurément des conservateurs musclés, mais pas des idiots.

Par ailleurs, l'évolution des événements depuis le mois d'octobre pose tout de même quelques questions nouvelles qui pourraient être dérangeantes pour la logique du congrès de Wavre, dans la mesure où celui-ci a admis que les mesures prises par le gouvernement devraient être maintenues.

Est-ce que cela signifie, par exemple, que si le PS devait entrer prochainement dans un gouvernement national, il laisserait appliquer le plan De Croo qui équivaut à un véritable démantèlement de la SNCB en Wallonie ?

Dans le même ordre d'idées, cela signifie-t-il que la diminution des salaires à Cockerill-Sambre, qui est prévue par la loi sur le financement des secteurs nationaux, serait maintenue, malgré l'opposition du congrès de Wavre à toute nouvelle dégradation du pouvoir d'achat ?

On s'interroge en outre sur ce que pourrait être la plate-forme commune du PS, du PSC et du PRL dans une négociation avec leurs homologues flamands sur la révision des lois d'août 1980. Avant même d'avoir commencé la concertation, le PS écarte de son propre projet fédéraliste tout ce qui pourrait ressembler de loin ou de près à un statut public pour les secteurs du crédit et de l'énergie, et c'est assurément logique quand on mise sur l'union sacrée des francophones au lieu de miser sur un grand mouvement d'action populaire, héritier des luttes de 1960-61. Mais où cela conduira-t-il ? On peut l'annoncer d'avance « comme si vous y étiez » : à des concessions sans fin aux partis de droite et, plus particulièrement, au PRL qui ne lâchera pas si facilement les places qu'on ne lui avait garanties que pour une législature au sein des Exécutifs francophone et wallon... Soit dit entre parenthèses, il aurait tort de s'en priver

C.R.

Le sommaire très diversifié de ce numéro 138 du Bulletin de la FAR lui vaudra l'intérêt de lecteurs nombreux, même s'ils sont exigeants. Sur la sidérurgie wallonne, la FAR livre dans sa 1<sup>ère</sup> partie un dossier qui analyse surtout le contexte global dans lequel sont nées les graves difficultés de ce secteur traditionnel. Dossier précieux par la collecte de données souvent éparées — importance de la sidérurgie dans la structure économique wallonne, raisons conjoncturelles et structurelles du drame de Cockerill-Sambre — mais qui aurait peut-être gagné en pouvoir de conviction si avait été davantage démontrée et illustrée la possibilité pour C-S de devenir le point de départ d'activités nouvelles, càd d'une reconversion industrielle. Ce sera peut-être l'objet de la seconde partie du dossier.

Sur le « Fonds de fermeture », institué pour atténuer l'effet matériel d'une perte d'emploi due à une fermeture d'entreprise, J.C. Bodson et Y. Lauwers font le point. Le bilan est désolant : alors que la mission du Fonds est en soi très limitée, elle n'est pratiquement jamais appliquée. L'organisme a adopté une ligne de conduite qui s'écarte systématiquement des textes légaux. Chaque fois qu'il est condamné par un Tribunal du travail, le Fonds interjette appel. Et les dossiers traînent...

Larbi Ayari souligne la portée idéologique et politique des propositions du PVV et du PRL pour « limiter le droit de grève ». Il déplore que les organisations du monde du travail n'aient répondu à cette offensive que par des proclamations de foi. Et il montre avec finesse, à la suite des sociologues du travail, le rôle considérable que l'opinion peut jouer dans la régulation des conflits. En l'occurrence, l'auteur estime que l'opération menée par MM. Michel et Verhofstadt s'inscrit dans le dessein, bien thatcherien, d'une imbrication toujours renforcée

des relations professionnelles dans un appareil d'Etat rigide.

Quant à Emilienne Brunfaut, son inaltérable pugnacité se manifeste cette fois encore par les « bonnes feuilles » d'une enquête qu'elle vient de mener sur les choix (notamment) professionnels des jeunes filles, et qui va bientôt paraître aux éditions de l'ULB. Les extraits publiés dans ce Bulletin de la FAR montrent que si certaines choses évoluent positivement, ce qui continue à peser lourdement sur les choix (et non-choix) d'une jeune fille, à vingt ans de l'an 2000, c'est le conditionnement séculaire qui fait d'elle une future mère, une éducatrice et une soignante. On attend l'enquête avec impatience.

Soulignons enfin la densité des réflexions d'Alain de Wasseige sur la Convention de l'action culturelle, tenue à Morlanwez à l'initiative de Présence et Action culturelle, en novembre dernier. Il lance des interrogations en série — interrogations de valeur inégale, mais qui peuvent féconder un dialogue capital.

**R.L.**

*Bulletin de la Fondation André Renard — n° 138 — 100 F le numéro — 9, Place Saint-Paul, 4000 Liège.*

## LA REVUE NOUVELLE

Pour commencer l'année 1984, la Revue nouvelle a choisi le « Manifeste pour la culture wallonne » comme thème de débat.

D'emblée, Michel Molitor qui présente ce débat souligne que le Manifeste est « un acte important, moins en lui-même qu'à partir de ce qu'il évoque ». C'est une manière, confirmée par d'autres, de souligner les potentialités du Manifeste et d'en acter insuffisances et ambiguïtés.

« Le Manifeste a voulu dire ces choses sans beaucoup d'analyse », dira J. Dubois tandis que Pierre-Paul Van Gehuchten, convaincu que le Manifeste désigne « une formidable capacité d'exister et de créer », déplore (notamment) la platitude du scénario dont il serait porteur. Robert Neys admet que

certaines formulations du document sont malheureuses, mais dit ne pas s'en inquiéter. Quant à Thierry Michel, dans une conversation à quatre, recueillie par Jacqueline Aubenas, il déclare tout de go : « Le Manifeste vient quant il y a un consensus inter-classes qui s'établit en Wallonie... ». L'auteur du film « L'hiver 60 » n'apercevrait-il les luttes de classes que sous la forme d'une grève inter-professionnelle prolongée ? Où donc se manifesterait ce « consensus » dont il fait état ? Autour du désastre de Cockerill-Sambre ? Autour des attaques portées contre les agents et services communaux de la ville de Liège ? A Bekaert-Cockerill ? A Orban-Bois ? Ou entre les cheminots et le ministre De Croo ?

Le propos de Thierry Michel paraît d'autant plus inquiétant qu'il n'est formellement contredit nulle part dans la livraison de la R.N. et qu'il ne détonne même pas dans l'ensemble. Si la problématique Bruxelles-Wallonie est omniprésente dans le débat, le caractère de classe des obstacles au développement culturel — qui fonde les inégalités entre les régions et à l'intérieur de celles-ci — est pour sa part totalement passé sous silence.

Certes, Robert Neys situe à gauche (en en excluant les communistes) le champ politique couvert par le Manifeste. Mais une gauche pour quoi faire ?

Ainsi donc, la vitrine du Manifeste que présente la R.N. ne contribue guère à évacuer ses ambiguïtés. Et cependant, à nos yeux aussi, le Manifeste est porteur d'une dynamique de progrès : en mettant clairement en lumière la liaison entre le socio-économique et le culturel dans le combat wallon, il a créé un lieu propice à des échanges entre les acteurs qui se déploient sur ces terrains.

**M.S.**

*La Revue nouvelle — Janvier 1984 — 180 F. — Rue des Mouchérons, 3, 1000 Bruxelles.*

Abonnement annuel ordinaire	600 F
Abonnement annuel moins de 25 ans	300 F
Abonnement annuel étranger	700 F
Abonnement de soutien	1.000 F et plus

CCP 000-188745-80 de la Fondation Jacquemotte — 1000 Bruxelles

**Les « Cahiers marxistes » sont déposés dans les librairies suivantes :**

DU MONDE ENTIER  
rue du Midi 162  
1000 Bruxelles

CERCLE D'ÉDUCATION  
POPULAIRE  
rue des Deux Eglises 128  
1040 Bruxelles

F.N.A.C.  
City II, rue Neuve  
1000 Bruxelles

LA RABOUILLEUSE  
chaussée d'Ixelles 221  
1050 Bruxelles

PRESSES UNIVERSITAIRES  
DE BRUXELLES  
av. Paul Héger 42  
1050 Bruxelles

LE LIVRE ROUGE  
av. Jean Volders 41  
1060 Bruxelles

LIBRAIRIE CORMAN  
rue Ravenstein 28-30  
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE LEFÈBVRE  
rue des Colonies 7-9  
1000 Bruxelles

MACONDO  
Galerie Bortier 8-10  
1000 Bruxelles

LIBRIS - 44  
Passage 44 (bd. Botanique)  
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE  
DE LA COMMUNE  
rue des Grands Carmes 9  
1000 Bruxelles

LIBRAIRIE BIBLIO  
rue de la Régence 53  
4000 Liège

LIBRAIRIE ANDRÉ LETO  
rue d'Havré 9  
7000 Mons

KRITAK  
Vesaliusstraat 1  
3000 Leuven

LIBRAIRIE DÉRIVE  
rue des Augustins 17  
5200 Huy

CLUB ACHILLE CHAVÉE  
rue du Temple 25  
7100 La Louvière

L'ÎLE LETTRÉE  
faubourg d'Aréval, 2  
6720 Virton

Auteur-éditeur responsable et correspondance :  
Rosine Lewin/rédacteur en chef  
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

80 F

*160 artistes plasticiens du pays ont estimé nécessaire de se mobiliser sous la forme d'une exposition nationale de leurs œuvres et de faire entendre leur voix au sujet des problèmes de l'armement, du sous-développement, de la malnutrition et de la paix dans le monde.*

*160 artistes plasticiens du pays, par la voix de leurs œuvres, lancent un appel à l'opinion publique et aux hommes politiques pour que face aux discours de guerre qui règnent dans le monde, la Belgique déploie des efforts prioritaires en faveur de la paix.*

*160 « artistes pour la paix » rappellent un chiffre qui laisse incrédule, qui révolte, qui fait douter de l'homme : 823 milliards de francs belges par an, soit l'équivalent du coût de deux semaines de course à l'armement, suffirait pour résoudre de par le monde les problèmes de la sous-nutrition, les carences de logement et d'eau potable, les problèmes de maladie et d'analphabétisme. Le génocide et les souffrances que nous laissons se produire, nous les laissons se produire volontairement.*

*160 artistes se sont réunis pour que l'on pense aux dangers et aux méfaits immédiats de la course aux armements sur l'économie et la vie dans tous les pays. Ils demandent que l'on envisage activement les possibilités économiques d'une industrie du développement. Ils demandent que face à la barbarie, l'on agisse.*

## **160 ARTISTES EXPOSENT POUR LA PAIX**

Centre Culturel Jacques Franck  
Chaussée de Waterloo, 94  
1060 Bruxelles  
Du 13 mars au 1 avril 1984